



FÉV 22 | 26

By Lodi 7week

ISTIQLAL

UN PLAIDOYER POUR RECONSTRUIRE
LA CONFIANCE DES JEUNES DANS L'ÉCOLE



DOSSIER SPÉCIAL

ISTIQLAL :
« Renforcer la confiance
et préserver la dignité –
Programme d'action
2026-2035 »,

BREAKING NEWS

Ramadan :
flambée des prix
alimentaires et
malaise du pouvoir
d'achat



www.lodj.ma

N°: 118 SEMAINE: 3

LAST NEWS



Sous pression de l'IA
Sony envisagerait une PS6
pour 2029

@lodjmaroc



30 millions de dirhams
pour renforcer les droits
des journalistes marocains

@lodjmaroc



Epstein et Buckingham :
l'arrestation qui secoue
la monarchie britannique

@lodjmaroc



One Retail franchit une nouvelle
étape stratégique avec
l'acquisition de Flormar au Maroc

@lodjmaroc



Anthropic lève 30 milliards
de dollars et se rapproche
d'OpenAI

@lodjmaroc



Visa Schengen :
bientôt jusqu'à 10 ans pour
les voyageurs réguliers

@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

04
**ÉDITO
D'OUVERTURE**

20
**BREAKING
NEWS**

60
**CULTURE
HEBDO**

68
**LIFESTYLE
HEBDO**

76
**DIGITAL
HEBDO**

82
**SPORT
HEBDO**

90
**SANTE
HEBDO**

98
**AUTO
MOTO**

IWEEK

By Lodj



Imprimerie Arrissala

LODJ IWEEK

118

FÉV | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR - SALMA CHMANTI HOUARI
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSaid - MAMOUNE ACHARKI
MAMADOU BILALY COULIBALY - LYCHA JAIMSSY MBELE

SOCIAL MEDIA TEAM : NADA FAHANE - KARIMA SKOUNTI - HIDAYA TLEMÇANI

STUDIO TEAM : WAFAE SNINA - OUSSAMA MOUKAFI - WAHIBA MAHFOUDI

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE, ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHSEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma





ISTIQLAL, UN PLAIDOYER POUR RECONSTRUIRE LA CONFIANCE DES JEUNES DANS L'ÉCOLE

Sous le thème « Renforcer la confiance et préserver la dignité – Programme d'action 2026-2035 », une rencontre inaugurale s'est tenue à la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca. Organisée par l'alliance des économistes istiqlaliens avec la participation de l'Académie istiqlalienne de la jeunesse, elle place la confiance des jeunes dans l'éducation au cœur du débat national.

À Casablanca, la réflexion sur l'avenir du Maroc s'est invitée dans l'amphithéâtre d'une faculté de médecine et de pharmacie. La rencontre inaugurale de la série de débats régionaux 2026, organisée par l'alliance des économistes istiqlaliens en partenariat avec l'Académie istiqlalienne de la jeunesse, s'est déroulée sous un slogan ambitieux : « Renforcer la confiance et préserver la dignité – Programme d'action 2026-2035 : système d'éducation et de formation pour un pacte de confiance et de citoyenneté avec les jeunes ».

Dès l'ouverture, le ton est donné par le secrétaire général du Parti Dr. Nizar Baraka : construire une nation ne se résume pas à tracer des frontières ou lancer des projets économiques. Le cœur du projet national réside dans la connaissance, la culture et la capacité du système éducatif à susciter la confiance des citoyens dans leurs institutions. Il ne s'agit plus seulement de réformer l'école, l'université ou la formation professionnelle, mais de rétablir un lien de crédibilité entre la jeunesse et tout l'écosystème éducatif.

Le débat s'écarte volontairement d'une approche purement technique, centrée sur les programmes ou les horaires. Le vrai nœud, selon les intervenants, est la confiance : confiance des jeunes en eux-mêmes, en la qualité de la formation qu'ils reçoivent et en l'école comme institution d'ascension sociale. Or, les chiffres rappellent l'ampleur du défi. Le Maroc consacre plus de 6,5 % de son PIB à l'éducation, un effort budgétaire significatif, mais les résultats restent en décalage : persistance du décrochage scolaire, chômage des jeunes diplômés et existence d'environ 1,5 million de jeunes hors de l'école, de la formation et de l'emploi.



Les inégalités territoriales aggravent ce tableau. Alors que la moyenne des années de scolarisation atteint 7,9 ans en milieu urbain, elle chute à 3,2 ans en milieu rural. La massification de l'enseignement public, où étudient environ 80 % des élèves, n'a pas encore été pleinement accompagnée par une amélioration homogène de la qualité et des conditions d'apprentissage.

[LIRE LA SUITE](#)

Les intervenants plaident pour une revalorisation réelle du corps enseignant, qui ne se limite pas aux salaires, mais passe par la reconnaissance sociale, la liberté pédagogique et le soutien accru aux enseignants en zones rurales. Ils appellent aussi à investir dans le préscolaire, les compétences numériques et l'intelligence artificielle, tout en accordant une attention particulière à la santé mentale des enfants et des jeunes, mise à rude épreuve par la pression sociale et l'impact des réseaux sociaux.

La formation professionnelle est présentée non plus comme un choix de "rattrapage", mais comme un levier stratégique, déjà illustré par la participation de compétences marocaines à des secteurs comme l'automobile, les batteries, les stades ou l'aéronautique.

Enfin, le processus se veut participatif : quelque 15 000 jeunes, via le "Pacte du 11 janvier pour la jeunesse", ont contribué à diagnostiquer la situation et proposer des pistes. Un message s'impose alors : la confiance ne se réclame pas, elle se construit par des résultats tangibles et une écoute réelle de ceux à qui appartient l'avenir.



AEI : LE SYSTÈME ÉDUCATIF EST-IL RÉELLEMENT CAPABLE DE SE TRANSFORMER POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS ?

Réunis le 17 février autour du thème «Renforcer la confiance et préserver la dignité : Plan d'action 2026-2035», les membres de l'Alliance des économistes istiqlaliens ont lancé leurs rencontres régionales par une discussion axée sur l'éducation et la formation. Tout en plaidant pour un nouveau pacte avec la jeunesse, les débats ont également soulevé une question cruciale : le système éducatif est-il réellement capable de se transformer pour répondre aux besoins des nouvelles générations ?

Lors de la rencontre organisée à Casablanca, les discussions se sont penchées sur l'état de l'éducation et de la formation tout en mettant en lumière les défis du moment que traverse le Maroc. Derrière les constats sectoriels, une inquiétude commune s'est dégagée : comment créer un avenir crédible pour les jeunes dans un contexte où les dynamiques éducatives, économiques et sociales évoluent à des rythmes disparates ? Ainsi, l'éducation a été perçue non pas comme une question isolée mais comme le point d'intersection entre confiance, mobilité sociale et efficacité des institutions.

En ouvrant les débats, Abdellatif Maâzouz, président de l'AEI, a souligné la centralité de l'éducation et de la jeunesse dans le cadre d'une refonte du lien entre citoyens et institutions. Il a rappelé l'importance d'une charte nationale engageant la jeunesse et d'une réflexion dépassant les clivages politiques. Pour lui, l'éducation représente à la fois un espace pour renforcer la citoyenneté et un levier stratégique pour accompagner les grandes mutations du pays. Cependant, une question structurelle complexe persiste : quelles conditions garantiraient une réelle transformation du système éducatif ?

Hamid Bouchikhi, professeur universitaire, a alerté sur le besoin d'une gouvernance stratégique pour améliorer le système éducatif marocain. Malgré des investissements importants, comparables à ceux d'autres pays développés, le système semble manquer de clarté dans la fixation des objectifs et les mécanismes d'évaluation. Selon lui, le problème relève moins du financement que de l'absence d'un pilotage efficace. Il a plaidé pour des réformes structurelles audacieuses, incluant une autonomie élargie des établissements, un management renforcé et une implication accrue des acteurs locaux.



Ce débat autour des indicateurs techniques a ouvert la voie à une autre réflexion sur les aspirations des jeunes. Khalid El Jazouli, de l'Académie istiqlalienne des jeunes, a partagé les résultats d'un vaste sondage impliquant 15 000 jeunes à travers le pays. Malgré les opportunités économiques en expansion, beaucoup de jeunes ressentent une perte de confiance face à un avenir incertain, marquée par le chômage, un éloignement des structures politiques et associatives, et un désir d'émigration croissant. Il a souligné l'urgence de restaurer la motivation des jeunes, notamment en créant des opportunités pour qu'ils participent directement à la conception des réformes.

Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a replacé l'éducation au cœur du développement national. Pour lui, au-delà des infrastructures et de la croissance, il s'agit de prioriser la formation culturelle, intellectuelle et citoyenne pour redonner espoir aux nouvelles générations. Rappelant les investissements réalisés dans le secteur éducatif, il a souligné la persistance des défis liés au chômage et à l'inadéquation entre formations et marché. Ces failles appellent, selon lui, à bâtir un pacte favorisant l'égalité des chances, la formation tout au long de la vie et l'intégration des avancées numériques. Enfin, Ryad Mezzour, membre de l'AEI, a défendu les résultats positifs des compétences marocaines, souvent reconnues à l'international, mais desservies par un discours collectif négatif. En insistant sur la productivité et l'adaptabilité des travailleurs marocains, il a souligné la nécessité de modifier la perception de soi pour renforcer la confiance collective.

Ainsi, ce débat a ouvert la voie à une réflexion plus ample : pour catalyser une transformation durable du système éducatif, il faudra conjuguer réforme du pilotage institutionnel avec un récit mobilisateur capable de renforcer la confiance et l'engagement des jeunes dans l'avenir du pays.



ÉDUCATION AU MAROC : INVESTIR PLUS, TRANSFORMER, PAS SEULEMENT RÉFORMER ?

C'est dans le cadre d'une Rencontre thématique à Casablanca de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI), consacrées au système d'éducation et de formation, que le constat a été posé avec une rare clarté.

À Casablanca, lors de son intervention, Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a formulé une interrogation centrale qui traverse aujourd'hui le débat public marocain : pourquoi un pays qui consacre autant de ressources à l'éducation peine-t-il encore à en faire un véritable moteur d'ascension sociale et de confiance collective ?

Le Maroc consacre environ 6 % de son produit intérieur brut à l'éducation, un niveau supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Les budgets du ministère de l'Éducation nationale n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, atteignant près de 100 milliards de dirhams. Sur le papier, l'effort est indéniable. Sur le terrain, pourtant, les résultats demeurent fragiles. Décrochage scolaire massif, chômage élevé des jeunes et des diplômés, inadéquation persistante entre formation et marché du travail : le système éducatif marocain semble produire moins de transformation qu'attendu.

« La question n'est plus de savoir si le Maroc investit dans son système éducatif. Il investit. La vraie question est de savoir si cet investissement produit ce qu'il doit produire », a résumé Nizar Baraka. Cette phrase, prononcée devant un public d'experts, d'élus et d'acteurs territoriaux, résume à elle seule ce que beaucoup appellent désormais le paradoxe éducatif marocain.

Des chiffres qui interrogent

Les données présentées lors de cette Rencontre AEI sont sans appel. Chaque année, près de 280 000 élèves quittent le système éducatif sans qualification, dont 60 % au niveau du collège. Un chiffre en légère baisse par rapport aux années précédentes, mais qui reste structurellement élevé. À cela s'ajoute un taux de chômage de 37,2 % chez les 15-24 ans, et de 19,1 % chez les diplômés, signe d'un décalage profond entre les compétences produites par le système et les besoins réels de l'économie.

Plus préoccupant encore, le Maroc compte environ 1,5 million de jeunes NEET – ni en emploi, ni en études, ni en formation – dont près d'un tiers en milieu rural. Derrière cet acronyme technocratique se cache une réalité sociale lourde : une jeunesse désaffiliée, en marge des circuits de formation et de production, et souvent éloignée de toute perspective claire.

Ces chiffres posent une question fondamentale : où se perd la valeur de l'investissement éducatif ? Est-ce dans la gouvernance du système, dans la qualité des apprentissages, dans l'orientation des élèves, ou dans l'articulation avec l'économie réelle ?

Des progrès réels, mais encore insuffisants

Les responsables de l'AEI ne nient pas les avancées enregistrées. La préscolarisation des enfants de 4 à 5 ans est passée de 72 % à plus de 83 % en quelques années. Les écoles pionnières, déployées à grande échelle, accueillent désormais près de deux millions d'élèves. Le statut unifié des enseignants, mis en place en 2024, vise à mettre fin à la fragmentation des régimes et à stabiliser le corps enseignant.



Dans la formation professionnelle, les effectifs ont augmenté, et les Cités des Métiers et des Compétences (CMC) commencent à jouer leur rôle de plateformes territoriales de formation. Autant de signaux positifs qui traduisent une volonté de réforme.

Mais ces progrès restent, selon les termes mêmes utilisés lors de cette Rencontre, insuffisants au regard de l'ampleur des défis. L'amélioration des indicateurs quantitatifs ne se traduit pas encore par une amélioration qualitative homogène des apprentissages. Les disparités territoriales persistent, entre zones urbaines et rurales, entre établissements, et parfois au sein d'une même région.

Au fond, le débat posé par l'AEI dépasse la seule question budgétaire. Il touche au rendement social de l'éducation. Investir davantage ne suffit pas si le système ne parvient pas à garantir les fondamentaux, à orienter efficacement les élèves, et à créer des passerelles crédibles vers l'emploi ou l'autonomie économique.

Pour Nizar Baraka SG du Parti de l'Istiqlal, l'enjeu est aussi politique et générationnel. Une jeunesse qui investit du temps et des efforts dans la formation sans en voir les retombées concrètes finit par douter, non seulement du système éducatif, mais des institutions dans leur ensemble. La crise de confiance trouve là l'un de ses foyers les plus sensibles.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la Charte du 11 janvier, issue d'une large consultation de jeunes à travers toutes les régions du Royaume. Elle pose comme exigence fondatrice le renouvellement du contrat de confiance entre générations, en liant étroitement éducation, dignité et participation citoyenne.

Le message porté lors cette Rencontre AEI est clair : le Maroc n'a plus besoin de réformes cosmétiques ou fragmentées. Il a besoin d'une transformation systémique de son écosystème éducatif. Cela suppose une meilleure gouvernance, une évaluation rigoureuse des politiques publiques, mais aussi un changement de paradigme : passer d'une logique de moyens à une logique de résultats.

Publier les taux d'insertion des diplômés, lier la formation continue aux besoins réels des territoires, intégrer pleinement le numérique et l'intelligence artificielle dans les cursus, renforcer l'orientation dès le collège : autant de pistes évoquées pour réconcilier investissement public et impact réel.

À l'issue de cette première rencontre régionale, une certitude se dégage : la question éducative est devenue centrale dans le débat sur l'avenir du Maroc. Non comme un sujet sectoriel, mais comme un levier stratégique de confiance, de cohésion et de dignité. Investir est nécessaire. Transformer est désormais indispensable.



DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET JEUNES NEET : LA BOMBE SOCIALE SILENCIEUSE

Lors d'une Rencontre thématique à Casablanca de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI), consacrées au système d'éducation et de formation, un constat a traversé toutes les interventions : derrière les chiffres macroéconomiques et les réformes engagées, une partie importante de la jeunesse marocaine continue de glisser hors du radar. Décrochage scolaire massif, jeunes sans emploi ni formation, fractures territoriales persistantes : la question n'est plus marginale, elle est devenue centrale.

Les NEET, angle mort des politiques publiques

Dans son intervention à Casablanca à l'occasion de cette rencontre, Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a insisté sur le caractère structurel du problème. Le décrochage scolaire et l'explosion du nombre de jeunes NEET ne sont pas des accidents de parcours, mais les symptômes d'un système qui peine encore à retenir, orienter et accompagner sa jeunesse jusqu'à l'autonomie.

Une hémorragie éducative persistante

Chaque année, près de 280 000 élèves quittent le système éducatif marocain sans qualification, selon les données présentées lors des Rencontres AEI. Si ce chiffre marque une baisse par rapport aux années précédentes, il reste alarmant. Plus inquiétant encore : 60 % des décrocheurs abandonnent au niveau du collège, un moment charnière où l'élève bascule souvent entre vulnérabilité sociale, perte de repères et désengagement scolaire.

Ce décrochage précoce n'est pas neutre. Il enferme des dizaines de milliers de jeunes dans des trajectoires marquées par la précarité, l'informalité ou l'inactivité prolongée. À terme, c'est tout le tissu social et économique qui en paie le prix.

Pour Nizar Baraka, la question n'est pas seulement éducative, elle est profondément sociale : « Un jeune qui décroche tôt est un jeune qui décroche aussi de la confiance, de la citoyenneté et parfois de l'espoir ». Une phrase qui résume l'enjeu humain derrière les statistiques. Le Maroc compte aujourd'hui environ 1,5 million de jeunes NEET âgés de 15 à 24 ans. Derrière cet acronyme se cache une réalité multiple : jeunes ayant quitté l'école sans diplôme, diplômés sans emploi, jeunes femmes confinées à l'inactivité, travailleurs informels invisibles pour les politiques publiques.

Près de 32 % de ces NEET vivent en milieu rural, où l'accès à la formation, à l'orientation et à l'emploi reste particulièrement limité. L'isolement territorial accentue l'isolement social. Là où l'école aurait dû jouer un rôle d'ascenseur, elle devient parfois un sas de sortie sans destination.

Lors de cette Rencontre AEI, plusieurs intervenants ont pointé la difficulté à atteindre ces jeunes, souvent absents des dispositifs classiques. Les politiques publiques peinent à les identifier, à les suivre et surtout à leur proposer des parcours adaptés à leur réalité.

L'un des points récurrents soulevés concerne l'orientation scolaire, souvent jugée tardive, insuffisamment outillée et déconnectée des compétences réelles des élèves. Trop de jeunes arrivent au lycée – ou en sortent – sans projet clair, sans connaissance des filières professionnelles ou des opportunités locales.



Cette défaillance alimente directement le décrochage et la bascule vers l'inactivité. Une fois sorti du système, le retour devient complexe, voire décourageant. Les dispositifs de « deuxième chance » existent, mais restent insuffisamment connus, parfois stigmatisés, et inégalement répartis sur le territoire.

Face à cette situation, l'AEI propose une approche plus systémique. Parmi les pistes avancées : l'accompagnement dès le collège, la formation de conseillers d'orientation, l'utilisation d'outils de diagnostic précoce et la généralisation de structures de deuxième chance ouvertes « sans barrières ».

Autre axe fort : l'accompagnement psychologique systématique, souvent absent du débat public, mais pourtant essentiel. Le décrochage n'est pas seulement scolaire ; il est aussi émotionnel, familial et social. Ignorer cette dimension revient à traiter les symptômes sans s'attaquer aux causes.

La formation professionnelle est également appelée à jouer un rôle clé, notamment à travers une offre territoriale plus intensive et mieux articulée avec les besoins locaux. Pour les jeunes NEET, l'enjeu n'est pas seulement de se former, mais de retrouver une trajectoire, une utilité sociale et une perspective.

Au-delà des dispositifs, cette Rencontre AEI a mis en lumière une idée forte : le décrochage et l'inactivité prolongée sont des atteintes directes à la dignité des jeunes. Un jeune qui ne trouve ni sa place à l'école ni dans le monde du travail finit par se sentir inutile, invisible, parfois en rupture avec les institutions.

C'est précisément pour répondre à cette crise silencieuse que s'inscrit la Charte du 11 janvier, issue d'une large consultation nationale. Elle place la jeunesse non plus comme bénéficiaire passive, mais comme acteur à part entière d'un nouveau contrat social.

À l'issue de cette rencontre régionale, une conviction s'impose : tant que le décrochage scolaire et la situation des NEET seront traités comme des variables d'ajustement, le Maroc continuera à investir sans transformer pleinement. Répondre à cette bombe sociale silencieuse n'est pas une option. C'est une urgence stratégique.

Une réforme profonde de l'orientation scolaire, un renforcement de l'accompagnement psychologique dès le plus jeune âge et l'intégration des structures de la deuxième chance



CHARTRE DU 11 JANVIER 2026 : VERS UN NOUVEAU CONTRAT DE CONFIANCE AVEC LA JEUNESSE MAROCAINE ?

Cette Rencontre thématique régionale 2026 de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) n'ont pas seulement dressé un diagnostic du système éducatif et de formation. Elles ont aussi posé une ambition politique plus large : refonder le lien de confiance entre l'État et la jeunesse marocaine. Au cœur de cette ambition figure la Charte du 11 janvier, présentée comme l'ossature d'un nouveau contrat social, élaboré à partir d'une large consultation nationale.

Lors de son intervention à Casablanca, Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a insisté sur la portée de cette Charte, en soulignant qu'elle ne se voulait ni un document de circonstance ni une déclaration d'intention supplémentaire. Elle se veut, selon ses promoteurs, une réponse structurée à une crise silencieuse mais profonde : celle de la défiance croissante des jeunes vis-à-vis des institutions.

La Charte du 11 janvier est le fruit d'un processus qui a mobilisé plus de 15 000 jeunes, issus de toutes les régions du Royaume. Ce chiffre, rappelé lors de cette Rencontre AEI, marque une rupture avec les approches descendantes souvent reprochées aux politiques publiques de jeunesse. Ici, l'ambition affichée est claire : partir des attentes, des frustrations et des aspirations exprimées par les jeunes eux-mêmes.

Ce processus participatif a permis de faire émerger un constat largement partagé : la jeunesse marocaine ne se reconnaît plus pleinement dans les promesses institutionnelles, non par rejet idéologique, mais par écart entre discours et vécu quotidien. Éducation perçue comme peu émancipatrice, accès à l'emploi incertain, participation politique limitée : autant de facteurs qui alimentent une forme de décrochage civique.

En effet, la Charte repose sur une exigence fondatrice : renouveler le contrat de confiance entre générations. Une formulation lourde de sens dans un pays où la jeunesse représente à la fois un potentiel démographique majeur et une source d'inquiétude sociale si elle est mal accompagnée.

Pour Nizar Baraka, la confiance ne se décrète pas. Elle se construit par des engagements clairs, mesurables et durables. « Donner aux jeunes des droits sans leur garantir les moyens, c'est créer de la frustration. Leur donner des moyens sans leur ouvrir l'espace de décision, c'est produire de la défiance », a-t-il rappelé lors de son intervention.



Pour éviter cet écueil, les promoteurs de la Charte insistent sur la nécessité d'adosser les engagements à des indicateurs mesurables, des mécanismes de suivi et une territorialisation des politiques publiques. Budgets participatifs ouverts aux jeunes, tableaux de bord accessibles, simplification des procédures administratives : autant d'outils évoqués pour donner corps à la participation annoncée.

La question de la crédibilité est centrale. Pour beaucoup de jeunes, la confiance ne reviendra que si les engagements se traduisent par des changements visibles dans leur quotidien : orientation scolaire plus efficace, accès réel à la formation, opportunités d'emploi décent, et reconnaissance de leur voix dans les décisions locales.

Une réponse à une crise de confiance profonde

Au fil des échanges, un constat s'impose : la Charte du 11 janvier répond à une crise qui dépasse la seule jeunesse. Elle interroge le fonctionnement global des institutions et leur capacité à intégrer les nouvelles générations dans le projet collectif.

En ce sens, elle apparaît comme un test politique majeur. Soit elle ouvre réellement un nouveau cycle de confiance et de participation, soit elle risque d'alimenter davantage le scepticisme si elle reste lettre morte.

À l'issue de cette Rencontre, une certitude se dégage : la question de la jeunesse est désormais indissociable de celle de la gouvernance, de l'éducation et de la dignité. La Charte du 11 janvier pose un cadre. Reste à savoir si elle saura franchir le pas décisif entre promesse et transformation réelle.

Une charte comme réponse à une crise de confiance profonde Charte du 11 janvier, une initiative politique majeure visant à restaurer le lien de confiance entre l'État marocain et sa jeunesse. I



ÉCOLE PUBLIQUE À UNE SEULE VITESSE : PROMESSE D'ÉQUITÉ OU ILLUSION PERSISTANTE ?

Lors d'une Rencontre thématique régionale 2026 de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI), consacrée au système d'éducation et de formation, la question de l'équité scolaire a occupé une place centrale. À Casablanca, l'intervention de Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a mis en lumière un objectif désormais clairement assumé : construire une école publique à une seule vitesse, capable de garantir à chaque élève, où qu'il vive, les mêmes chances d'apprentissage et de réussite.

L'expression n'est pas anodine. Elle reconnaît implicitement l'existence actuelle de plusieurs vitesses au sein de l'école publique marocaine. Entre établissements urbains bien dotés et écoles rurales sous-équipées, entre centres-villes et périphéries, entre régions attractives et zones déficitaires, l'égalité des chances reste largement théorique.

Une fracture éducative territoriale persistante

Les données présentées lors de cette Rencontre AEI confirment ce diagnostic. Si les indicateurs globaux affichent une amélioration progressive — notamment en matière de préscolarisation — les disparités territoriales demeurent profondes. En milieu rural, l'accès au préscolaire reste plus limité, les classes sont souvent surchargées et la rotation des enseignants plus fréquente.

Cette fracture territoriale se traduit directement dans les parcours scolaires. Le décrochage est plus précoce et plus massif dans les zones défavorisées, alimentant un cercle vicieux où l'école cesse d'être un levier de mobilité sociale pour devenir un facteur de reproduction des inégalités.

Pour Nizar Baraka, cette situation n'est plus tenable : « Une école publique qui ne garantit pas les mêmes fondamentaux à tous les enfants affaiblit le pacte social ». Derrière cette affirmation se profile une idée forte : l'équité éducative est une condition de la cohésion nationale.

Le préscolaire comme socle de l'égalité

L'un des leviers majeurs mis en avant concerne la généralisation du préscolaire. En quelques années, le taux de préscolarisation des enfants de 4 à 5 ans est passé de 72 % à plus de 83 %. L'objectif affiché est clair : atteindre 100 % de préscolarisation, en réduisant drastiquement les écarts entre zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre filles et garçons.

Le préscolaire est présenté comme la condition première de l'acquisition des fondamentaux. Les études internationales comme les expériences locales convergent : les inégalités se construisent très tôt. Ne pas intervenir à ce stade revient à accepter des écarts qui se creusent tout au long de la scolarité.

Mais la généralisation quantitative ne suffit pas. La qualité de l'encadrement, la formation des éducateurs et l'adaptation aux contextes locaux restent des défis majeurs, soulignés par plusieurs participants à cette Rencontre.

L'enseignant au cœur de la réforme

Autre pilier de l'école à une seule vitesse : la question enseignante. La mise en place d'un statut unifié des enseignants, entrée en vigueur en 2024, est présentée comme une avancée structurante. Elle vise à mettre fin à la multiplicité des régimes, source de tensions, de précarité et parfois de démotivation.



Mais au-delà du statut, la problématique de l'affectation reste centrale. Les zones rurales et déficitaires continuent d'attirer difficilement les enseignants. Pour y répondre, l'AEI propose des primes territoriales significatives, des parcours de carrière accélérés et une formation continue adossée aux résultats des élèves.

L'idée est claire : récompenser l'engagement là où il est le plus nécessaire, et faire de l'équité territoriale un critère de gestion des ressources humaines éducatives.

Orientation et deuxième chance : ne laisser personne au bord du chemin

Construire une école à une seule vitesse implique aussi de mieux accompagner les élèves à risque. L'orientation scolaire, souvent tardive et insuffisamment outillée, est identifiée comme un maillon faible du système.

Les propositions avancées lors de cette Rencontre AEI insistent sur un accompagnement dès le collège, avec des conseillers formés, des outils de diagnostic et une approche personnalisée. L'objectif est de prévenir le décrochage plutôt que de le constater.

Pour ceux qui quittent néanmoins le système, les structures de deuxième chance doivent être renforcées et rendues accessibles « sans barrières ». L'accompagnement psychologique systématique, souvent absent des politiques éducatives, est également mis en avant comme une nécessité.

Une équité qui dépasse l'école

Au fil des débats, une évidence s'impose : l'école à une seule vitesse ne peut être pensée isolément. Elle dépend de facteurs sociaux, économiques et territoriaux plus larges. Transport scolaire, internats, accès au numérique, conditions de vie des familles : autant de paramètres qui influencent directement la réussite scolaire.

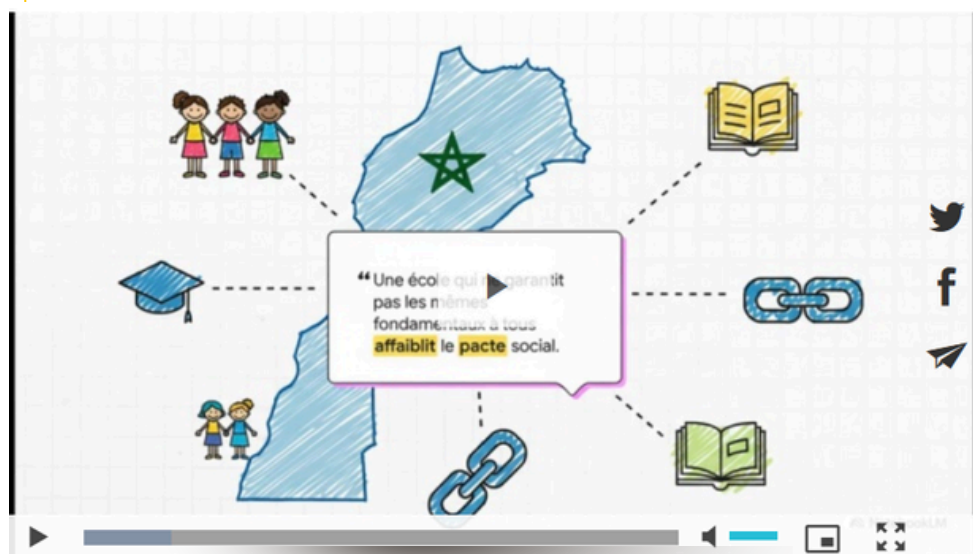
C'est pourquoi l'AEI plaide pour une approche intersectorielle, associant éducation, collectivités territoriales et politiques sociales. L'école ne peut corriger seule des inégalités produites ailleurs, mais elle peut refuser de les amplifier.

Une promesse sous condition

À l'issue de cette Rencontre, l'ambition d'une école publique à une seule vitesse apparaît comme un horizon politique fort, mais encore fragile. Les leviers existent, les orientations sont claires, les moyens commencent à suivre. Reste la question décisive de l'exécution.

Car l'équité ne se mesure pas aux discours, mais aux trajectoires réelles des élèves. Tant que le lieu de naissance, le milieu social ou le territoire continueront de déterminer largement les chances de réussite, l'école publique marocaine restera à vitesses multiples.

Transformer cette promesse en réalité constitue l'un des défis majeurs pour le prochain gouvernement. Un défi éducatif, mais aussi un enjeu de confiance nationale.



**École publique à
une seule
vitesse ?**

FORMATION PROFESSIONNELLE ET IA : LE PARI DE L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES JEUNES

Lors de la première Rencontre thématiques régionale 2026 à Casablanca de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI), consacrées au système d'éducation et de formation, un message fort a émergé : l'avenir de la jeunesse marocaine ne se jouera pas uniquement dans l'enseignement général ou universitaire. Il se jouera aussi, et peut-être surtout, dans la formation professionnelle et continue, désormais appelée à devenir un levier central d'autonomie économique, de dignité et d'adaptation aux mutations du travail.

À Casablanca, lors de son intervention, Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a insisté sur la nécessité de rompre avec une vision longtemps dévalorisée de la formation professionnelle. « Il ne s'agit plus de former par défaut, mais de former par choix, avec un niveau d'exigence mondial », a-t-il souligné, en lien avec les orientations du Plan d'action 2026–2035.

Rompre avec la hiérarchie implicite des parcours

Pendant des décennies, le système éducatif marocain a entretenu une hiérarchie implicite entre filières dites “nobles” et filières professionnelles. L'université était perçue comme la voie de réussite, la formation professionnelle comme une solution de repli. Cette représentation continue de peser lourdement sur les choix d'orientation, souvent au détriment de l'employabilité réelle des jeunes.

Or les chiffres sont là : près de 20 % des diplômés du supérieur sont au chômage, tandis que plusieurs secteurs productifs peinent à recruter des profils qualifiés. Ce décalage structurel a été largement débattu lors des Rencontres AEI, où la formation professionnelle est apparue comme un chaînon manquant entre éducation et économie.

Le droit à la capacité

L'une des idées centrales mises en avant est celle du “droit à la capacité”. L'objectif affiché est ambitieux : garantir à chaque jeune la possibilité d'acquérir au moins une compétence de niveau mondial avant l'âge de 25 ans. Une approche qui dépasse la logique du diplôme pour se concentrer sur la capacité réelle à produire de la valeur.

Ce changement de paradigme est crucial. Il reconnaît que les métiers évoluent rapidement, que les trajectoires professionnelles sont de moins en moins linéaires, et que la formation initiale ne peut plus suffire à une vie entière de travail.

La formation tout au long de la vie

Deuxième rupture évoquée lors de cette Rencontre AEI : celle de la formation tout au long de la vie. Les Cités des Métiers et des Compétences (CMC) ne sont plus pensées uniquement comme des lieux de formation initiale, mais comme de véritables plateformes de reconversion et de montée en compétences.

Un technicien de 35 ans doit pouvoir revenir se former, se requalifier, voire se spécialiser dans des domaines émergents, y compris l'intelligence artificielle appliquée. Cette approche répond à une réalité du marché du travail : l'obsolescence rapide des compétences et la nécessité d'une adaptation continue.

La validation des acquis de l'expérience (VAE) est également présentée comme un outil clé pour reconnaître les compétences acquises hors des parcours formels, notamment dans l'informel.



Atteindre les exclus

Le troisième défi majeur concerne les jeunes exclus des circuits classiques, en particulier les 1,5 million de NEET, dont une large majorité est inactive. Pour ces jeunes, l'enjeu n'est pas seulement de proposer une formation, mais de construire des parcours de transition crédibles, progressifs et sécurisés.

L'intégration de l'informel est explicitement évoquée lors de cette Rencontre AEI, avec l'idée de protéger juridiquement les nouvelles formes d'emploi et de reconnaître les compétences existantes. Il s'agit de ramener dans le champ de la formation et de la protection sociale des jeunes aujourd'hui invisibles.

L'IA comme opportunité, pas comme menace

L'intelligence artificielle a occupé une place particulière dans les débats. Loin des discours anxiogènes, l'AEI plaide pour une IA "Made in Morocco", intégrée de manière pragmatique aux parcours de formation.

Il ne s'agit pas de former massivement des ingénieurs en IA, mais d'intégrer l'IA dans tous les métiers : maintenance industrielle, logistique, agriculture, services, artisanat modernisé. L'IA devient ainsi un outil de productivité et de montée en gamme, plutôt qu'un facteur d'exclusion.

Pour Nizar Baraka, SG du Parti de l'Istiqlal refuser cette intégration serait prendre le risque de créer une nouvelle fracture, entre une minorité formée aux technologies avancées et une majorité laissée à l'écart.

Une autonomie économique comme condition de dignité

Au fil des échanges, une idée revient avec insistance : l'autonomie économique est une condition de la dignité. Former sans offrir de perspectives réelles d'insertion ou d'activité décente revient à déplacer le problème.

C'est pourquoi la formation professionnelle est pensée comme un levier transversal, articulé aux politiques industrielles, régionales et d'emploi. Les secteurs stratégiques — automobile, aéronautique, énergies renouvelables, agro-industrie — doivent être étroitement liés aux dispositifs de formation.

Un pari à concrétiser

À l'issue de cette Rencontre, le pari est clair : faire de la formation professionnelle et continue un pilier central du nouveau contrat avec la jeunesse. Les orientations sont posées, les outils commencent à se structurer, et le discours politique évolue. Mais là encore, la crédibilité reposera sur la mise en œuvre. Valorisation sociale des filières, qualité des formations, reconnaissance des compétences, articulation avec l'économie réelle : autant de conditions nécessaires pour que la formation professionnelle cesse d'être une voie secondaire et devienne un choix stratégique.

Car dans un monde du travail en mutation rapide, former mieux et former autrement n'est plus une option. C'est une exigence de souveraineté économique et de confiance générationnelle.

**Nécessité
absolue d'une
transformatio
n radicale du
système de
formation
professionnell
e au Maroc**



FORMER DES CITOYENS CRITIQUES ET LEUR OUVRIR L'ESPACE PUBLIC

La première Rencontre thématique régionale à Casablanca de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) n'a pas seulement abordé l'école, la formation ou l'emploi. Elles ont posé une question plus profonde, souvent reléguée au second plan : quel type de citoyen le système éducatif marocain est-il en train de former, et quelle place lui réserve-t-on dans la décision publique ?

À Casablanca, lors de son intervention, Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a formulé une mise en garde claire : former des jeunes sans esprit critique mène à la manipulation, mais former des jeunes critiques sans leur ouvrir d'espaces réels de participation produit frustration et rupture. Les deux dimensions sont indissociables.

Une défiance existe et ne tombe pas du ciel

La défiance d'une partie de la jeunesse marocaine vis-à-vis des institutions n'est ni soudaine ni irrationnelle. Elle s'est construite progressivement, au fil d'expériences vécues : orientation scolaire subie, diplômes peu valorisés, accès limité à l'emploi décent, et sentiment persistant de ne pas être écouté.

Les données présentées lors de cette Rencontre AEI montrent que le désengagement civique va souvent de pair avec le décrochage scolaire ou l'inactivité prolongée. Lorsque l'école n'est plus perçue comme un espace d'émancipation, et que l'espace public semble fermé, la citoyenneté devient abstraite, voire suspecte.

L'esprit critique comme compétence centrale

L'un des apports majeurs du débat AEI est d'avoir placé l'esprit critique au rang de compétence prioritaire du XXI^e siècle. Il ne s'agit pas d'un slogan, mais d'une nécessité dans un monde saturé d'informations, de rumeurs et de manipulations numériques.

Former à l'esprit critique signifie apprendre à distinguer le fait de l'opinion, à comprendre les mécanismes de la désinformation, à exercer le doute raisonné sans tomber dans le cynisme. Cela suppose une transformation des pratiques pédagogiques, encore trop souvent fondées sur la restitution plutôt que sur l'analyse.

Mais, comme l'a souligné Nizar Baraka, l'esprit critique ne peut être une fin en soi. Sans accès réel aux espaces de décision, il risque de se retourner contre les institutions qu'il était censé renforcer.

Citoyenneté numérique et nouvelles responsabilités

Cette Rencontre AEI a également insisté sur la citoyenneté numérique comme nouveau champ d'apprentissage. Accès aux technologies, protection des données personnelles, éthique de l'intelligence artificielle, lutte contre le harcèlement en ligne : ces enjeux concernent directement les jeunes, premiers usagers du numérique.

Ignorer cette dimension revient à laisser le champ libre à des formes de radicalisation, de manipulation ou de désinformation qui fragilisent le lien social. À l'inverse, intégrer la citoyenneté numérique dans les parcours éducatifs permet de transformer les outils technologiques en instruments de participation et de responsabilité.

Donner accès à la décision, pas seulement à la parole

L'un des points les plus sensibles abordés lors de cette Rencontre AEI concerne l'accès réel des jeunes à la décision publique. Consultations ponctuelles, forums symboliques ou discours laudateurs ne suffisent plus à convaincre une jeunesse de plus en plus lucide.



La Charte du 11 janvier propose des mécanismes concrets : budgets participatifs ouverts aux jeunes, consultations effectives, procédures de pétition simplifiées, tableaux de bord publics. L'objectif est de passer d'une participation décorative à une participation structurante. La question des quotas dans les institutions élues a également été évoquée comme un levier possible d'autonomisation politique, non pas comme une fin en soi, mais comme un outil transitoire pour corriger des déséquilibres persistants.

Transparence et reddition des comptes

Former des citoyens critiques implique aussi de renforcer la transparence de l'action publique. Budgets accessibles, gestion par résultats, reddition des comptes : autant d'éléments évoqués lors de cette rencontre AEI à Casablanca pour restaurer la confiance.

Pour beaucoup de jeunes, la politique reste associée à l'opacité et à l'impunité. La moralisation de la vie publique, la lutte contre la corruption et la réhabilitation du mérite ne sont donc pas des thèmes abstraits, mais des conditions concrètes du réengagement citoyen.

Une citoyenneté active à construire

Au fil des débats, une idée s'impose : la citoyenneté ne s'enseigne pas uniquement dans les manuels. Elle se construit par l'expérience, l'implication et la reconnaissance. Donner des droits sans moyens crée de la frustration ; donner des moyens sans responsabilité crée de l'assistanat.

C'est cet équilibre que les membres d'AEI cherchent à poser : former des jeunes capables de comprendre le monde, mais aussi d'y agir. Une jeunesse critique, oui, mais aussi actrice, responsable et associée aux choix collectifs.

Un enjeu politique majeur

À l'issue de cette première rencontre régionale, la dimension démocratique du chantier éducatif apparaît avec force. L'éducation, la formation et la participation ne sont pas des politiques séparées. Elles forment un tout, au cœur du nouveau pacte de confiance recherché entre l'État et la jeunesse.

Le défi est immense. Ouvrir l'espace public à une jeunesse exigeante, formée et connectée suppose d'accepter le débat, la contradiction et parfois la remise en question. Mais c'est aussi le prix à payer pour une stabilité durable et une cohésion nationale renforcée.

Former des citoyens critiques et leur ouvrir l'espace public n'est pas un risque. C'est une nécessité stratégique pour l'avenir du Maroc.

Nizar Baraka : former des jeunes sans esprit critique mène à la manipulation, mais former des jeunes critiques sans leur ouvrir d'espaces réels de participation produit frustration et rupture.

Futurs citoyens Marocains



RAMADAN : FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES ET MALAISE DU POUVOIR D'ACHAT

alimentant un sentiment d'incompréhension face à un produit pourtant largement produit localement.

Les viandes rouges restent, de leur côté, à des niveaux élevés. Malgré une activité soutenue dans les abattoirs et des volumes importants, les prix au détail demeurent difficiles à absorber pour une grande partie des ménages. Cette situation nourrit une colère visible sur les réseaux sociaux, où les consommateurs dénoncent un décalage entre l'offre annoncée et les prix réellement pratiqués.

Inflation alimentaire et arbitrages forcés

Ces hausses ne sont pas anecdotiques. Elles s'inscrivent dans une dynamique inflationniste clairement identifiée, où les poissons et les légumes figurent parmi les produits ayant le plus augmenté récemment. Pour les familles, l'impact est immédiat : le budget alimentaire se tend, obligeant à réduire les quantités, à renoncer à certains produits ou à revoir la composition des repas.

Le Ramadan, période de convivialité et de solidarité, devient ainsi un exercice d'équilibriste. Les arbitrages se font au quotidien, parfois au détriment de la diversité alimentaire.

Des hausses de prix nettes sur les produits de base

La flambée concerne d'abord le poisson, en tête des augmentations enregistrées. La sardine, produit emblématique et longtemps perçue comme accessible, a atteint jusqu'à 40 dirhams le kilo sur certains marchés, un niveau inédit pour de nombreux consommateurs. Cette hausse s'explique par une offre réduite liée au repos biologique, combinée à une demande traditionnellement forte au début du Ramadan.

Les légumes frais suivent la même trajectoire. Tomates, oignons ou pommes de terre affichent des prix en progression, alourdissant le coût des repas quotidiens. Le poulet, pilier des tables ramadanesques, connaît lui aussi une hausse marquée,

Le Ramadan vient de commencer et, dès les premiers jours, les prix des produits alimentaires s'imposent comme le sujet central des discussions dans les foyers marocains. Sur les marchés, les hausses sont visibles, immédiates, parfois brutales. Poisson, volaille, légumes et viandes concentrent les tensions. Cette réalité précède et explique un malaise plus large : celui d'un pouvoir d'achat fragilisé, mis à rude épreuve au moment même où la consommation augmente.



CHARTRE DU 11 JANVIER 2026 POUR LA JEUNESSE

La Génération Y a adopté et signé le manifeste de l'indépendance du 11 Janvier 1944.

Le 11 Janvier 2026, la Génération Z prend le relais de l'Histoire en adoptant le Manifeste de la Jeunesse, avec une volonté claire : poser les bases d'un nouveau pacte national en faveur de la jeunesse marocaine.

Ce pacte repose sur trois piliers majeurs : l'Élévation du niveau des droits et libertés, l'Élargissement des attentes citoyennes et la concrétisation des revendications politiques, économiques, sociales et culturelles.

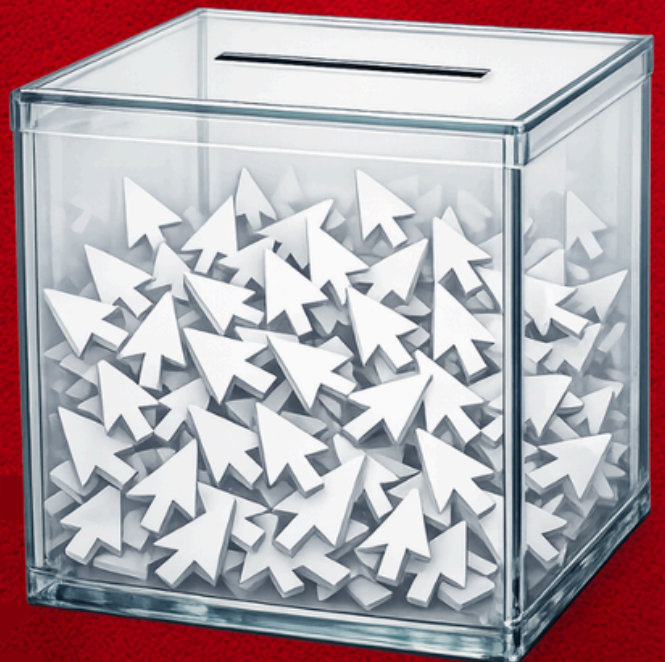
Un appel est lancé à toutes les générations marocaines, sans distinction, pour rejoindre ce plaidoyer collectif et se mobiliser en faveur de son adoption dans un large consensus national.

Exprimez votre adhésion en votant ici.

**CLIQUEZ ICI
ET PARTICIPEZ
AU VOTE**



By Lodi



RECONSTRUCTION DE GAZA : SM LE ROI MOHAMMED VI SOUTIENT L'INITIATIVE DE DONALD TRUMP



SM Le Roi Mohammed VI appuie l'action du président américain Donald Trump en faveur de la reconstruction de Gaza et appelle à l'émergence d'un processus réel de paix au Moyen-Orient, a affirmé mardi Nasser Bourita à Washington, lors de la réunion inaugurale du Conseil de Paix.

Un soutien marocain affiché à l'initiative américaine

L'annonce a été faite par le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, qui s'exprimait dans un contexte diplomatique marqué par la recherche d'une sortie durable à la crise de Gaza, après des mois de conflit.

Selon Nasser Bourita, le plan porté par Donald Trump pour Gaza a permis d'aboutir à un cessez-le-feu, de mettre fin à une guerre tragique et de sauver des vies, tout en ouvrant la voie à une approche jugée pragmatique et tournée vers l'avenir pour la reconstruction du territoire palestinien. Le chef de la diplomatie marocaine a souligné que cette dynamique constitue une étape décisive vers une stabilisation durable. Le Maroc considère que cette initiative crée un cadre favorable pour passer d'une logique d'urgence humanitaire à une vision politique plus large, axée sur la reconstruction, la sécurité et la paix.

L'engagement du Maroc au sein du Conseil de Paix

Agissant sur Très Hautes Instructions du Roi Mohammed VI, Président du Comité Al Qods, le Maroc a décidé de s'engager activement dans l'appui aux efforts du Conseil de Paix à Gaza. Cet engagement couvre des domaines clés, notamment la sécurité, la santé, ainsi que la promotion de la tolérance et de la coexistence.

Nasser Bourita a insisté sur l'importance de réunir les conditions nécessaires à la phase 2 du plan américain, estimée déterminante pour garantir la crédibilité et la réussite du processus. Il a également appelé à la préservation de la stabilité en Cisjordanie, considérée comme un élément indissociable de toute solution globale.

رمضان كريم
By Lody

LÂCHEZ
la télécommande,

connectez-vous au réel

LA VRAIE RÉVOLUTION EST SUR VOTRE ÉCRAN



CAN : PRISON FERME POUR 18 SUPPORTERS SÉNÉGALAIS APRÈS LES VIOLENCES DE LA FINALE

Le tribunal de première instance de Rabat a rendu son verdict ce mardi, condamnant 18 supporters sénégalais à des peines de prison ferme pour leur implication dans les violences ayant émaillé la finale de la Coupe d'Afrique des nations, disputée au Stade Prince Moulay Abdellah.

Les peines prononcées vont de trois mois à un an d'emprisonnement, à l'issue d'un procès très suivi, plusieurs semaines après des incidents qui avaient terni l'image de cette finale continentale remportée par le Sénégal 1-0 après prolongation.

Des violences en marge d'un événement continental

Les faits reprochés aux prévenus se sont produits en marge de la rencontre. Selon le jugement, les supporters condamnés ont été reconnus coupables de hooliganisme, une qualification pénale englobant des actes de violence, notamment contre les forces de l'ordre, des dégradations d'équipements sportifs, des jets de projectiles et une invasion de la pelouse.

Les accusés, présentés en état d'arrestation, avaient pourtant nié toute responsabilité durant les audiences, affirmant ne pas être impliqués dans les troubles survenus lors du match.

Des dégâts matériels évalués à près de 4,9 millions de dirhams

Lors de son réquisitoire, le représentant du ministère public a insisté sur la gravité des faits et sur l'ampleur des dégâts occasionnés. Les dommages matériels subis par les infrastructures du stade ont été évalués à près de 4 millions 870 mille dirhams, un chiffre jugé lourd pour un équipement sportif de portée nationale.

Le parquet avait requis des peines fermes, estimant que les actes commis relevaient clairement de violences et de troubles lors d'une manifestation sportive, tels que définis par la législation marocaine.

Une décision judiciaire à portée dissuasive

La défense a annoncé son intention de faire appel de ces condamnations, estimant que les peines prononcées sont sévères au regard des faits reprochés. Cette procédure pourrait donc ouvrir une nouvelle séquence judiciaire dans les prochaines semaines.

Cette décision intervient dans un contexte de tolérance zéro affichée par les autorités face aux violences dans les stades. Elle envoie un signal clair à l'approche de grands événements sportifs continentaux et internationaux, alors que le Maroc multiplie les investissements pour renforcer son image de pays hôte sûr et organisé.

[LIRE LA SUITE](#)

CHIFFRE DE LA SEMAINE

**RAMADAN : 2.000
TONNES DE SARDINES
CONGELÉES À 13 DH
POUR CONTENIR LA
HAUSSE DES PRIX**

**Cette mesure vise à limiter la flambée
des prix sur le marché.
L'objectif est de soutenir le pouvoir
d'achat des consommateurs.**



AEI : LE SYSTÈME ÉDUCATIF EST-IL RÉELLEMENT CAPABLE DE SE TRANSFORMER POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS ?



Réunis le 17 février autour du thème «Renforcer la confiance et préserver la dignité : Plan d'action 2026-2035», les membres de l'Alliance des économistes istiglaliens ont lancé leurs rencontres régionales par une discussion axée sur l'éducation et la formation. Tout en plaçant pour un nouveau pacte avec la jeunesse, les débats ont également soulevé une question cruciale : le système éducatif est-il réellement capable de se transformer pour répondre aux besoins des nouvelles générations ?

Lors de la rencontre organisée à Casablanca, les discussions se sont penchées sur l'état de l'éducation et de la formation tout en mettant en lumière les défis du moment que traverse le Maroc. Derrière les constats sectoriels, une inquiétude commune s'est dégagée : comment créer un avenir crédible pour les jeunes dans un contexte où les dynamiques éducatives, économiques et sociales évoluent à des rythmes disparates ? Ainsi, l'éducation a été perçue non pas comme une question isolée mais comme le point d'intersection entre confiance, mobilité sociale et efficacité des institutions.

En ouvrant les débats, Abdellatif Maâzouz, président de l'AEI, a souligné la centralité de l'éducation et de la jeunesse dans le cadre d'une refonte du lien entre citoyens et institutions. Il a rappelé l'importance d'une charte nationale engageant la jeunesse et d'une réflexion dépassant les clivages politiques.

Pour lui, l'éducation représente à la fois un espace pour renforcer la citoyenneté et un levier stratégique pour accompagner les grandes mutations du pays. Cependant, une question structurelle complexe persiste : quelles conditions garantiraient une réelle transformation du système éducatif ?

Hamid Bouchikhi, professeur universitaire, a alerté sur le besoin d'une gouvernance stratégique pour améliorer le système éducatif marocain. Malgré des investissements importants, comparables à ceux d'autres pays développés, le système semble manquer de clarté dans la fixation des objectifs et les mécanismes d'évaluation. Selon lui, le problème relève moins du financement que de l'absence d'un pilotage efficace. Il a plaidé pour des réformes structurelles audacieuses, incluant une autonomie élargie des établissements, un management renforcé et une implication accrue des acteurs locaux.

Ce débat autour des indicateurs techniques a ouvert la voie à une autre réflexion sur les aspirations des jeunes. Khalid El Jazouli, de l'Académie istiglalienne des jeunes, a partagé les résultats d'un vaste sondage impliquant 15 000 jeunes à travers le pays. Malgré les opportunités économiques en expansion, beaucoup de jeunes ressentent une perte de confiance face à un avenir incertain, marquée par le chômage, un éloignement des structures politiques et associatives, et un désir d'émigration croissant.

[LIRE LA SUITE](#)

REPORTAGE



**L'ISTIQLAL À CASABLANCA, UN
PLAIDOYER POUR RECONSTRUIRE LA
CONFIANCE DES JEUNES DANS L'ÉCOLE**



**L'Istiqlal à Casablanca, un plaidoyer pour
reconstruire la confiance des jeunes dans
l'école**



SANS-ABRI AU MAROC : POURQUOI L'HIVER CONTINUE DE TUER ?

Chaque hiver, la même scène se répète dans plusieurs villes marocaines. Des personnes dorment à même le sol, dans le froid, sous les regards pressés. Et chaque hiver, des morts sont recensées. À Salé, trois sans-abri sont décédés en l'espace de deux mois, dans les quartiers de Trabriquet et Bettana. Une réalité brutale qui interroge l'efficacité des dispositifs de prise en charge existants.

Qui sont les victimes, où et quand ?

Des hommes et des femmes vivant dans la rue, exposés au froid hivernal, sont décédés ces dernières semaines dans l'espace public. Ces drames surviennent alors même que l'État affirme avoir renforcé les capacités d'accueil pour l'hiver 2025-2026.

Des chiffres en hausse, une réalité difficile à cerner

Le phénomène dépasse largement les épisodes de grand froid. Selon les derniers chiffres officiels disponibles, issus du RGPH 2014, le Maroc comptait 7.226 personnes sans domicile. Un chiffre désormais largement dépassé. Les données communiquées dans le cadre des campagnes hivernales évoquent environ 13.150 sans-abri à l'échelle nationale.

Des associations estiment toutefois que ces statistiques restent en deçà de la réalité. Le recensement des personnes vivant dans la rue demeure complexe, mouvant, et souvent sous-estimé, notamment dans les grandes agglomérations.

Des centres d'accueil, mais une réponse jugée insuffisante

Face à l'urgence, le ministère de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille a déployé 14 centres dédiés aux sans-abri et 46 complexes sociaux à travers le pays. Une enveloppe de 27 millions de dirhams, débloquée en octobre 2025, vise à soutenir l'accueil d'urgence et des actions de réinsertion.

Mais sur le terrain, les critiques persistent. Les acteurs associatifs pointent le caractère temporaire et saisonnier de ces dispositifs. L'accès aux centres reste parfois conditionné, limité dans le temps, ou inadapté aux personnes souffrant de troubles psychiques, d'addictions ou de maladies chroniques.

Au-delà du froid, une crise structurelle

Pour les organisations de défense des droits humains, les décès sur la voie publique ne relèvent pas d'un simple déficit de lits, mais d'une absence de stratégie globale de sortie de rue. L'hébergement d'urgence, à lui seul, ne permet ni la stabilisation sanitaire, ni la réinsertion sociale ou professionnelle.

Le débat renvoie directement aux ambitions de la généralisation de la protection sociale. Sans un suivi individualisé, des données actualisées et une coordination réelle entre l'État, les collectivités locales et les associations, les centres d'accueil risquent de rester des réponses ponctuelles à une crise durable.

LIRE LA SUITE

NOMINATION DE LA SEMAINE

CONSEIL DE GOUVERNEMENT : QUATRE NOUVELLES NOMINATIONS À DE HAUTES FONCTIONS



- Au niveau du ministère de l'économie et des finances :
 - **Hicham Zekkani, directeur de la gouvernance de la sécurité des systèmes d'information.**
 - Au niveau du ministère de la Santé et de la Protection sociale :
 - **Fatima Zahra El Mernissi, directrice du Centre hospitalier universitaire Hassan II de Fès.**
 - Au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation :
 - **Jamal Eddine Benhiyoun, doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de Tétouan.**
 - Au niveau de la Délégation Interministérielle aux Droits de l'Homme :
- Youssef Farid, directeur des ressources humaines, financières et des affaires générales.**



SERVICE MILITAIRE 2026 : RECENSEMENT OUVERT DU 2 MARS AU 30 AVRIL

Le recensement pour le service militaire 2026 démarre le 2 mars et se termine le 30 avril. Tous les jeunes concernés doivent remplir leur formulaire en ligne.

Calendrier et modalités

Mercredi 18 février, le ministère de l'Intérieur a officialisé le calendrier.

La Commission centrale du recensement, présidée par le président de Chambre à la Cour de cassation, a fixé les critères pour identifier les jeunes appelés.

Chaque préfecture et province imprimera et notifiera les avis de recensement, et les jeunes devront remplir leur formulaire directement en ligne via www.tajnid.ma.

Cette étape prépare la promotion des conscrits qui rejoindra les Forces Armées Royales à partir du 1er septembre 2026.

Pourquoi ce recensement est crucial

Ce recensement permet de savoir précisément combien de jeunes devront intégrer le service militaire et facilite l'organisation logistique pour chaque région.

Il assure également que l'incorporation se fera de manière fluide, sans retard ni confusion dans les listes officielles. Remplir le formulaire en ligne est donc indispensable pour tous ceux qui souhaitent rejoindre les rangs cette année.

Qui est concerné ?

Tous les jeunes Marocains répondant aux critères légaux du service militaire sont concernés.

[LIRE LA SUITE](#)

DÉCLARATION DE LA SEMAINE

***LE MAROC
A SUBI
UNE GRANDE
INJUSTICE
LORS DE
LA FINALE
DE LA CAN.***

Mohamed Samir Sobhi

Membre du comité exécutif de la CAF





ACCIDENTS DE LA ROUTE : 2 300 MOTOCYCLISTES TUÉS CHAQUE ANNÉE AU MAROC

Le constat est alarmant. Environ 2.300 motocyclistes meurent chaque année au Maroc, a révélé lundi Abdessamad Kayouh, ministre du Transport et de la Logistique, lors d'un séminaire international consacré à la sécurité des usagers de deux-roues motorisés. Un chiffre qui place cette catégorie d'usagers au cœur de la crise persistante de la sécurité routière dans le Royaume.

Selon les données définitives de 2025, les conducteurs de motos et de tricycles représentent désormais près de 45 % de l'ensemble des décès liés aux accidents de la circulation. Une proportion inédite, qui confirme une tendance lourde et préoccupante, à mesure que les deux-roues s'imposent comme un mode de transport quotidien, notamment en milieu urbain et périurbain.

Une vulnérabilité devenue structurelle

Intervenant devant des experts et chercheurs, le ministre a souligné que la vulnérabilité des motocyclistes n'est plus marginale mais structurelle. La croissance rapide du parc de motos, souvent utilisées pour des déplacements professionnels ou de livraison, s'est faite plus vite que l'adaptation des infrastructures, de la réglementation et des comportements.

Abdessamad Kayouh a insisté sur la nécessité de réorienter les politiques publiques vers cette catégorie d'usagers, longtemps traitée de manière secondaire. Il a plaidé pour une approche fondée sur la recherche scientifique, capable d'analyser les facteurs comportementaux, cognitifs et sociaux à l'origine des accidents, afin de bâtir des stratégies de prévention plus efficaces et mieux ciblées.

La route, une "épidémie silencieuse"

Le séminaire a également été marqué par l'intervention de Nhan Tran, représentant de l'Organisation mondiale de la Santé, qui a qualifié les accidents de la route d'« épidémie silencieuse ». Selon lui, ils provoquent chaque année des millions de morts et de blessés graves à travers le monde, avec des conséquences durables sur les familles, les systèmes de santé et les économies nationales.

Il a rappelé que les accidents de la circulation constituent la première cause de mortalité chez les 5-29 ans à l'échelle mondiale, soulignant l'urgence d'investir davantage dans la recherche, l'innovation et la prévention pour inverser cette tendance.

Un enjeu de santé publique et de société

Au Maroc, la surreprésentation des motocyclistes parmi les victimes révèle des failles multiples : port insuffisant du casque, excès de vitesse, non-respect du code de la route, mais aussi manque d'aménagements adaptés et de campagnes de sensibilisation ciblées. Elle pose également la question de l'équité des politiques de sécurité routière, dans un contexte où les deux-roues sont souvent le seul moyen de transport accessible pour de nombreux citoyens.

Face à ces chiffres, les autorités sont désormais attendues sur des mesures concrètes, allant de la formation à la conduite sécurisée jusqu'à l'amélioration des infrastructures urbaines, en passant par une application plus rigoureuse de la loi. La trajectoire actuelle laisse peu de marge d'erreur : sans changement profond, le nombre de victimes continuera de peser lourdement sur le bilan humain des routes marocaines.

By Lodi



PLUS QU'UN MEDIA,

un nouvel état
d'esprit pour
ce mois sacré



@lodjmaroc





En 2025, les Abattoirs de Casablanca ont réalisé une performance historique, en pleine période de tensions sur la filière de la viande rouge au Maroc. L'établissement a enregistré un record absolu de tonnage, avec une hausse de 29 % par rapport à 2024, confirmant son rôle central dans l'approvisionnement et la régulation du marché.

Selon des données officielles, le tonnage total traité a atteint 30 491 652 kg, contre 23 623 483 kg l'année précédente. Il s'agit de la meilleure performance depuis la création des Abattoirs de Casablanca, tant en volume qu'en nombre de têtes abattues, dans un contexte pourtant marqué par la baisse du cheptel et la flambée des coûts.

Une performance dans un contexte sous tension

Cette progression intervient alors que le marché national de la viande rouge traverse une phase délicate. Plusieurs années de déficit pluviométrique ont réduit les effectifs bovins et ovins, tandis que la hausse des prix des aliments pour bétail, du transport et de l'énergie a pesé sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Ces tensions ont eu un impact direct sur les prix à la consommation et sur le pouvoir d'achat des ménages, obligeant l'État à recourir à des importations et à des mesures de soutien.

Dans ce contexte, la performance des Abattoirs de Casablanca apparaît comme un signal de résilience institutionnelle,

CASABLANCA : LES ABATTOIRS SIGNENT UNE PERFORMANCE RECORD MALGRÉ LA CRISE DE LA VIANDE ROUGE

démontrant la capacité du site à absorber les chocs conjoncturels tout en maintenant un niveau élevé d'activité.

Organisation, traçabilité et fiabilité

L'établissement attribue ces résultats aux efforts conjoints des parties prenantes, ainsi qu'aux améliorations continues apportées à la qualité des services, à la traçabilité et à la fiabilité opérationnelle, sous la gestion de Casablanca Prestations et l'égide de la Commune de Casablanca.

Les Abattoirs confirment ainsi leur position de leader national, bénéficiant d'une expertise reconnue et d'une relation de confiance avec les professionnels de la filière. Leur chaîne de valeur respecte l'ensemble des exigences réglementaires et des normes ISO, consolidant leur rôle stratégique dans la souveraineté alimentaire du pays.

[LIRE LA SUITE](#)

La **VILLE DE RABAT** mérite une **série d'émissions**

Pour découvrir et mettre en lumière ses avancées



Ville
verte



Ville de
culture



Ville
digitale



Ville
intelligente

L'ODJ Média invite

Rahima Ouazzani

Maire adjointe de la Ville de Rabat

Chargée de la Coopération Internationale
et des Affaires Culturelles, Sociales et Sportives

L'ODJ

www.lodj.ma



RAMADAN : L'ONCF RENFORCE SES TRAINS AL BORAQ ET AL ATLAS POUR UNE MOBILITÉ FLUIDE AU MAROC

À l'occasion du mois sacré de Ramadan 1447, l'Office national des chemins de fer (ONCF) ajuste son offre ferroviaire pour répondre aux besoins accrus des voyageurs marocains. Chaque année, l'enjeu va bien au-delà de la simple ponctualité: il s'agit d'accompagner le rythme de vie spécifique du Ramadan travail, prières, iftar et déplacements familiaux tout en garantissant un service sûr et confortable.

Pour ce mois sacré, l'ONCF propose une adaptation précise de ses horaires, en particulier sur les lignes à forte affluence. Comme l'explique un responsable de la mobilité rencontré à Casa-Voyageurs, «nous essayons de synchroniser nos trains avec le quotidien des Marocains, notamment en matinée et après la rupture du jeûne».

Sur la ligne Al Boraq, qui relie Tanger, Rabat et Casablanca, 22 trains circuleront quotidiennement, avec une fréquence accrue de 7h à 10h le matin et de 12h à 17h l'après-midi. Pour répondre aux besoins de soirée, un train supplémentaire sera programmé à 22h, au départ de Tanger et de Casablanca-Voyageurs. Les dimanches, traditionnellement jours de retour de week-end, bénéficieront également d'un départ additionnel à 21h, offrant une souplesse appréciable pour les voyageurs. Les capacités des trains seront augmentées sur les créneaux à forte affluence, afin d'assurer plus de confort et de fluidité.

Le Train Navette Rapide (TNR), indispensable dans le quotidien urbain, s'adapte lui aussi au Ramadan. Sur l'axe Casa Port – Rabat, un train circulera toutes les 30 minutes du lundi au vendredi, de 6h15 à 18h05, avec un prolongement en soirée entre 20h22 et 22h02. Les liaisons Casa – El Jadida et Casa – Settat bénéficieront d'un départ toutes les heures aux heures de pointe, complété par un service nocturne pour plus de flexibilité. De son côté, le TNR vers l'aéroport Mohammed V maintiendra une fréquence d'un train par heure de 5h40 à 22h55, garantissant une liaison fiable pour les voyageurs internationaux ou de retour de l'étranger.

Pour les liaisons interurbaines, le dispositif Al Atlas prévoit 52 trains par jour, dont 22 circulations entre Fès, Casablanca et Marrakech, programmées entre 4h30 et 17h30 avec une cadence plus rapprochée en milieu de journée. Les autres axes connaissent de légers ajustements pour s'adapter aux besoins spécifiques du Ramadan.

[**LIRE LA SUITE**](#)

TOP

Souss-Massa : les retenues des barrages dépassent 406 millions m³

Dans la région de Souss-Massa, les retenues des barrages dépassent désormais 406 millions de m³.

Ce niveau marque une amélioration notable des réserves hydriques.

Une situation encourageante pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau.



FLOP

Un accident de train tragique à Casablanca coûte la vie à deux jeunes footballeuses

Un dramatique accident ferroviaire s'est produit à Casablanca.

Deux jeunes footballeuses ont perdu la vie dans ce drame.

Une vive émotion a été suscitée au sein de la communauté sportive





QUOI DE NEUF, MONSIEUR LE MINISTRE MEHDI BENSÂÏD, POUR LA RÉORGANISATION DU CNP ET LE SOUTIEN AUX ENTREPRISES DE PRESSE ?



Le secteur de la presse marocaine traverse une zone de turbulences prolongée. Fragilité économique, défi de crédibilité, mutation numérique accélérée, attentes sociales nouvelles. Dans ce contexte tendu, la réorganisation du Conseil national de la presse (CNP) et l'annonce d'une nouvelle formule de soutien aux entreprises médiatiques étaient attendues comme des signaux forts. Le gouvernement, par la voix de Mehdi Bensaïd, affirme avoir corrigé le tir, intégré les observations de la Cour constitutionnelle et sécurisé la continuité du service public. Reste une question centrale, que beaucoup se posent sans toujours la formuler à haute voix : s'agit-il d'un véritable tournant ou d'un réajustement minimal face à une crise structurelle plus profonde ?

Réorganisation du CNP : conformité juridique ou réforme politique en demi-teinte ?

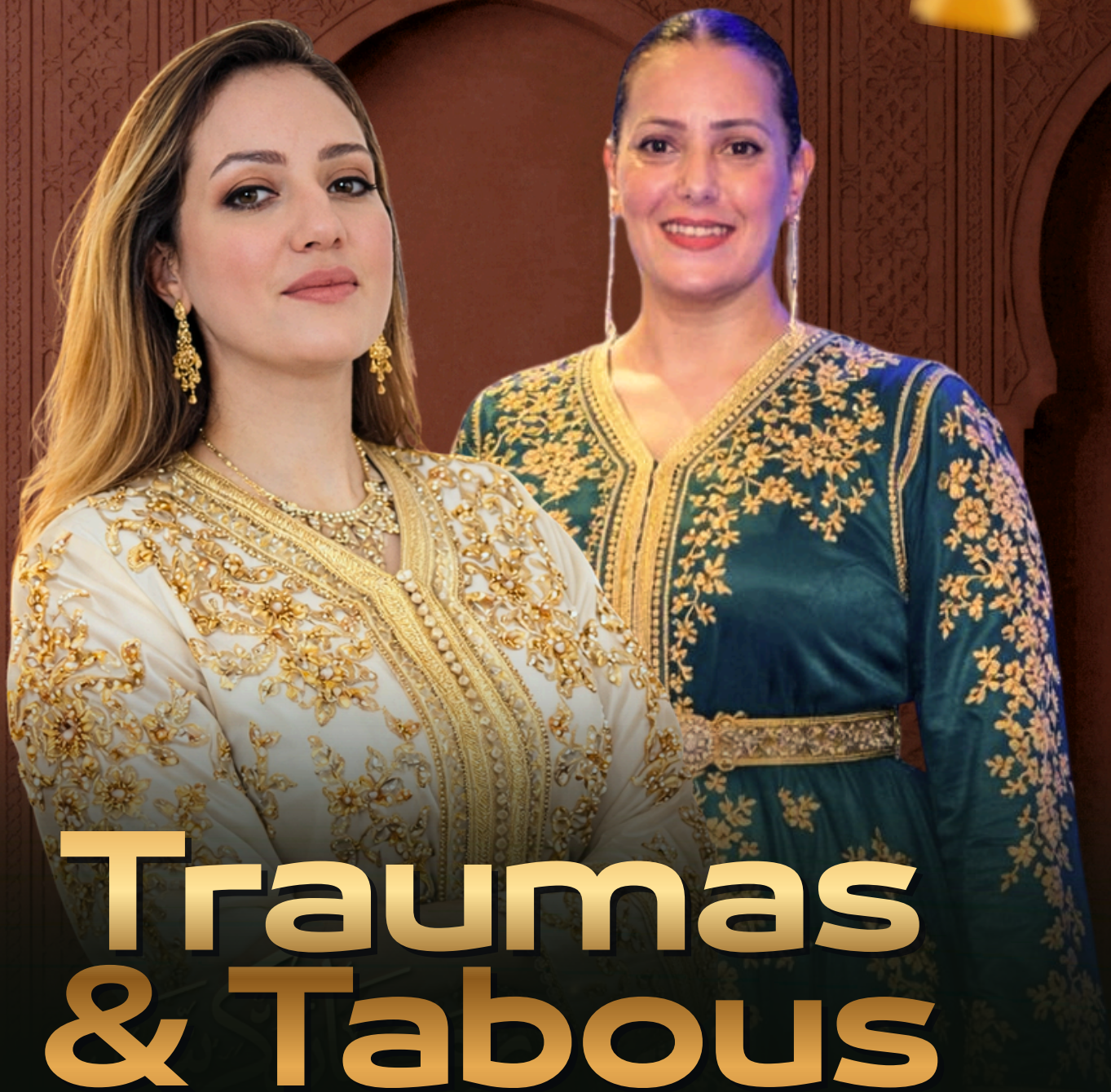
Le projet de loi 09.26, adopté par le Conseil de gouvernement, arrive dans un climat déjà chargé. Le précédent épisode, marqué par le retrait du décret-loi instituant une commission provisoire de gestion du secteur, a laissé des traces. Doute juridique, crispations professionnelles, malaise latent autour de la gouvernance du CNP. Mehdi Bensaïd assure aujourd'hui que les amendements opérés tiennent compte, strictement, des décisions de la Cour constitutionnelle, notamment la décision n° 261/26 du 22 janvier 2026.

Sur le papier, les ajustements sont clairs. Suppression de deux membres parmi les « éditeurs sages ». Introduction explicite d'un siège réservé aux femmes au sein de chaque organisation professionnelle. Adoption d'un principe de représentation proportionnelle pour la répartition des sièges. Ces corrections répondent, en partie, aux critiques formulées sur la légitimité démocratique et l'équilibre interne du Conseil.

Mais une interrogation persiste. La réforme corrige-t-elle réellement les déséquilibres structurels du CNP ou se limite-t-elle à un alignement juridique nécessaire pour éviter une nouvelle censure constitutionnelle ? Plusieurs éditeurs, rencontrés ces dernières semaines, parlent d'un texte « plus propre juridiquement, mais encore flou politiquement ». La question de l'indépendance réelle du Conseil, de sa capacité à arbitrer sans pression, reste en suspens.

[LIRE LA SUITE](#)

رمضان كريم
By Lodi



Traumas & Tabous

Parler vrai pour guérir mieux.

Ici, on ouvre les dossiers que les autres ferment

@lodjmaroc



L'OPÉRATION MILITAIRE AMÉRICAINE MASSIVE CONTRE LE VENEZUELA ET LA REMISE EN CAUSE FLAGRANTE DU DROIT INTERNATIONAL.



Pr. Meriem CHOUKI Professeure du droit international et relations internationales à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Rabat-Souissi

La création de l'organisation des NU en 1945 avait historiquement pour objectif après les conséquences dévastatrices de la seconde guerre mondiale, d'instaurer la paix et la sécurité dans le monde sur des bases solides à savoir le respect de la souveraineté des Etats et le respect également du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect des droits de l'Homme et des libertés. Ce qui va avoir comme conséquences la non-immixtion et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Donc, la Charte des NU a considéré tout cela comme une véritable source de la paix entre les peuples, conformément à son premier chapitre, notamment l'article premier qui prévoit que pour maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin, il faut prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix. Sachant pertinemment qu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le monde est divisé entre deux grandes puissances les Etats-Unis et l'ex URSS, avec des retombés sur les zones d'influence de par le monde à l'Est et à l'Ouest.

A travers toutes ces observations, le cas de l'intervention militaire américaine au Venezuela le 3 janvier 2026 par les forces armées américaines spéciales qui s'appellent « Delta Forces » doit être analysée dans l'esprit, le contenu et l'application du droit international, source normalement de paix dans les relations internationales.

Cependant, l'arrestation du président vénézuélien est une manifestation grave du non-respect de la souveraineté de l'Etat vénézuélien, symbolisé par son président le chef d'Etat vénézuélien Nicolas Maduro, qui a été kidnappé avec sa femme dans son palais présidentiel. Cette situation grave a entraîné la convocation d'une réunion du conseil de sécurité des NU dans laquelle le secrétaire général a rappelé un principe cardinal : « La Charte consacre l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force entre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat »,

[LIRE LA SUITE](#)

INAUGURATION DE LA SEMAINE

INAUGURATION DU GREEN ENERGY PARK MAROC-CÔTE D'IVOIRE À YAMOUSSOUKRO



L'Institut de recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN), l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), le Green Energy Park Maroc et l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) ont procédé vendredi à l'inauguration officielle du Green Energy Park Maroc-Côte d'Ivoire (GEP-MCI).



NUCLÉAIRE IRANIEN : DONALD TRUMP FIXE UN ULTIMATUM DE DIX JOURS À TÉHÉRAN

Le président américain Donald Trump a lancé jeudi un ultimatum de dix jours à l'Iran pour parvenir à un accord qu'il juge « pertinent » sur le programme nucléaire iranien. L'annonce a été faite à Washington, lors de la réunion inaugurale du Conseil de paix, en présence de représentants d'une cinquantaine de pays.

Un compte à rebours diplomatique enclenché

Dans une déclaration ferme, le chef de l'exécutif américain a averti que, faute d'accord dans ce délai, « de mauvaises choses » pourraient arriver à l'Iran, laissant planer la menace d'une escalade majeure. Donald Trump a expliqué se donner une fenêtre très courte pour trancher sur la faisabilité d'un compromis. « Vous le saurez probablement dans les dix prochains jours », a-t-il affirmé, soulignant la difficulté persistante à parvenir à un accord avec Téhéran. Selon lui, seule une entente jugée crédible et substantielle peut éviter une détérioration rapide de la situation.

Cette prise de position intervient alors que les États-Unis et l'Iran ont repris le dialogue début février, une première depuis la guerre de douze jours de juin 2025. Deux sessions de pourparlers ont déjà eu lieu, sans avancée décisive, dans un climat marqué par des échanges de menaces et une forte tension régionale.

Pression militaire accrue dans le Golfe

Parallèlement aux discussions diplomatiques, Washington a renforcé de manière visible son dispositif militaire. Deux porte-avions américains ont été déployés dans le Golfe, tandis que des dizaines de milliers de soldats sont stationnés dans des bases de la région. Les États-Unis poursuivent également l'acheminement de chasseurs furtifs F-35 et F-22, ainsi que d'avions de commandement, des moyens essentiels pour coordonner d'éventuelles opérations aériennes de grande ampleur.

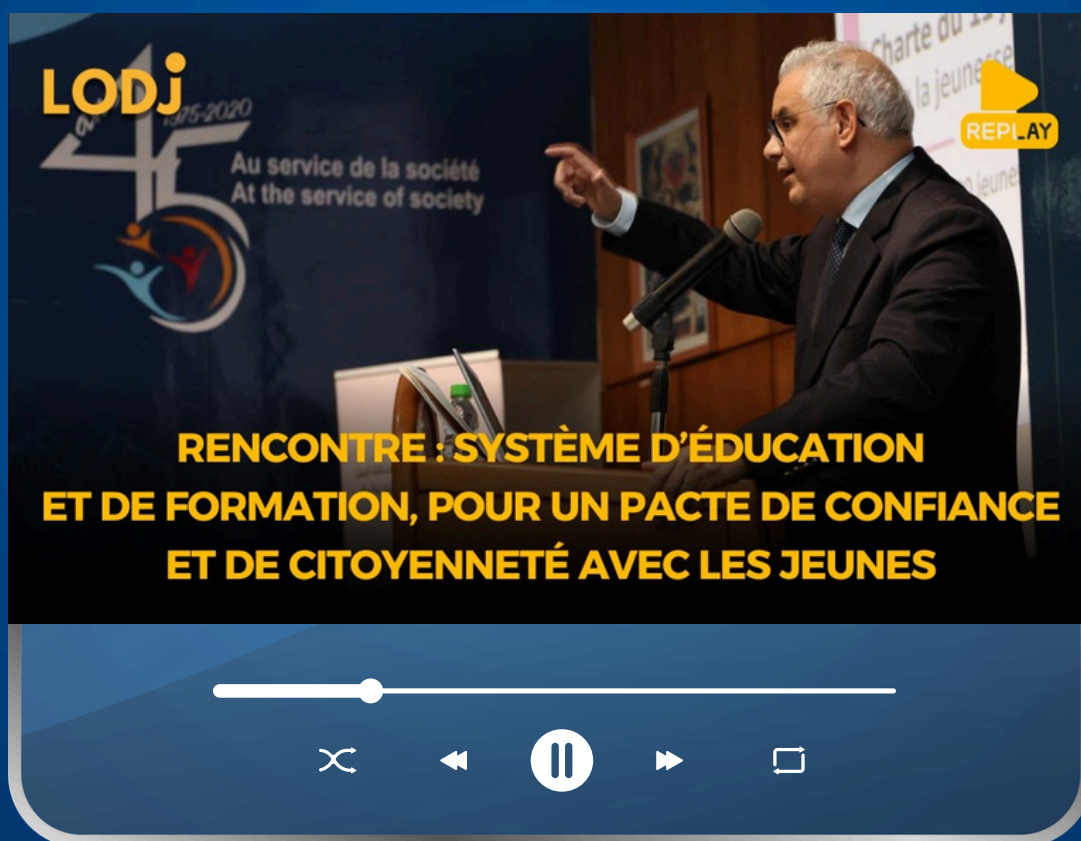
Mercredi déjà, l'administration américaine avait averti l'Iran qu'il serait « bien avisé » de conclure un accord. La Maison Blanche a rappelé qu'aux yeux de Washington, plusieurs arguments militent en faveur d'une option militaire si la voie diplomatique échoue.

Un désaccord de fond sur le contenu de l'accord

Au cœur du différend, le programme nucléaire iranien reste la pierre d'achoppement. Téhéran affirme ne pas chercher à se doter de l'arme atomique et souhaite limiter les discussions à ce seul dossier, tout en exigeant la levée des sanctions qui pèsent lourdement sur son économie.

[**LIRE LA SUITE**](#)

VIDÉO DE LA SEMAINE



Rediffusion intégrale de la conférence de presse du ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka.



OUAGADOUGOU DÉPLOIE 1,3 MILLIARD \$ POUR LES VULNÉRABLES

International

Le gouvernement burkinabè et ses partenaires humanitaires ont présenté le Plan national de réponse humanitaire (PNRH) 2026, destiné à soutenir les populations affectées par la crise sécuritaire et sociale, le mardi 17 février 2026 à Ouagadougou. Ce dispositif cible 4,47 millions de personnes vulnérables, dont plus de 2 millions d'hôtes, 1,29 million de déplacés internes, plus de 900 000 retournés et près de 42 000 réfugiés, confrontés à des besoins urgents en protection, alimentation, santé et éducation.

Un plan ambitieux et coordonné

Évalué à 770 milliards FCFA (1,3 milliard \$), le PNRH 2026 constitue un cadre commun pour coordonner l'aide humanitaire et garantir l'accès aux services essentiels sur tout le territoire. La communauté humanitaire prévoit de mobiliser 658,5 millions de dollars pour assister 2,7 millions de personnes les plus affectées. Maurice Azonnankpo, coordonnateur humanitaire par intérim des Nations unies, a insisté sur la dimension inclusive du plan, soulignant son rôle clé pour sauver des vies et protéger les populations vulnérables.

Une crise sécuritaire persistante

Le Burkina Faso reste le pays le plus touché par le terrorisme dans le monde, selon le Global Terrorism Index. Entre 2019 et 2023, le nombre de déplacés internes est passé de moins de 50 000 à environ 2,01 millions, tandis que les attaques, bien que réduites de 57 % en 2024, ont causé 1 532 morts. Cette situation fragilise fortement les services sociaux de base, notamment les systèmes de santé et d'éducation.

Renforcement de la stabilité et des capacités nationales

Pour répondre à ces défis, les autorités burkinabè ont mis en place plusieurs mesures, dont le Fonds de soutien patriotique (FSP) et le renforcement des capacités militaires, destinés à restaurer la sécurité et consolider la résilience des populations affectées.

GOOD NEWS GOOD NEWS

MARRAKECH RESTE LA DESTINATION HIVERNALE PRÉFÉRÉE DES TOURISTES FRANÇAIS

**Marrakech confirme son attractivité auprès des touristes français en hiver.
La ville ocre demeure leur destination favorite pour la saison froide.
Son climat doux et son offre touristique variée continuent de séduire.**



AFFAIRE EPSTEIN : L'ONU ÉVOQUE DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

L'affaire Jeffrey Epstein prend une nouvelle dimension internationale. Un groupe d'experts indépendants mandatés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU estime que les crimes imputés au financier américain pourraient, au regard de leur ampleur et de leur caractère systémique, relever de la catégorie des crimes contre l'humanité. Cette position a été rendue publique après la diffusion massive de documents judiciaires aux États-Unis.

Des révélations issues de millions de documents

Ces dernières semaines, des millions de pages d'archives ont été rendues accessibles dans le cadre de la législation américaine sur la transparence. Elles concernent les enquêtes pénales visant Jeffrey Epstein, décédé en 2019 alors qu'il était détenu. Les documents décrivent des abus répétés commis sur plusieurs années contre des femmes et des filles, dans un contexte dépassant largement le cadre d'affaires criminelles isolées.

Selon les experts onusiens, l'ampleur des faits révélés, leur répétition et leur organisation soulèvent des questions juridiques majeures. Ils estiment que certains éléments pourraient correspondre aux critères internationaux définissant des crimes contre l'humanité, une qualification réservée aux violations les plus graves du droit international.

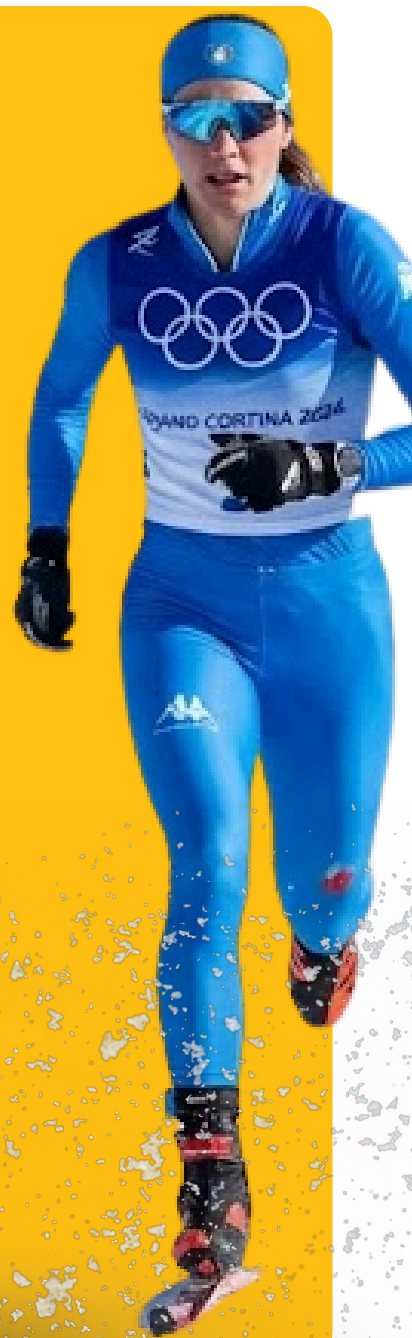
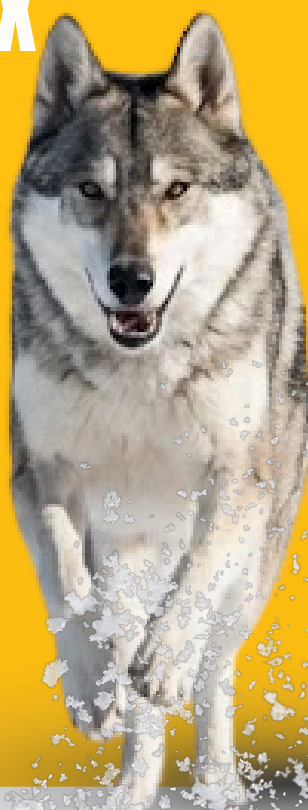
Une dimension systémique et transnationale

Dans leur analyse, les experts évoquent le caractère systématique et transnational des abus présumés. Les faits décrits ne seraient pas le fait d'actes isolés, mais s'inscriraient dans un fonctionnement organisé, s'étendant sur plusieurs pays et impliquant des réseaux structurés.

INSOLITE DE LA SEMAINE

**UN INCIDENT INSOLITE
S'EST PRODUIT
LORSQU'UN CHIEN A «
POURSUIVI » UN
ATHLÈTE AUX JEUX
OLYMPIQUES.**

Alors que les courses étaient en cours, un gros chien a soudainement surgi sur la piste, courant aux côtés des athlètes juste au moment où ils franchissaient la ligne d'arrivée.



DONALD TRUMP EXIGE "UNE DÉMILITARISATION COMPLÈTE ET IMMÉDIATE" DU HAMAS



Donald Trump appelle le Hamas à "une démilitarisation complète et immédiate" et annonce une aide pour la reconstruction de la bande de Gaza

Gaza , phase deux

Le président des États-Unis a appelé, ce dimanche, à la démilitarisation "complète et immédiate" du Hamas, indiquant que les pays participant à son Conseil de paix allaient allouer cinq milliards de dollars pour la reconstruction à Gaza.

Donald Trump a déclaré, ce dimanche 15 février, que "le Hamas devait respecter son engagement en faveur d'une démilitarisation complète et immédiate", dans le cadre de la deuxième phase de son plan visant à mettre fin à la guerre à Gaza.

Dans le même temps, il a écrit, dans un message posté sur son réseau TruthSocial, que les "membres du Conseil de paix", qu'il a créé, se rejoindront le 19 février. "Ils annonceront qu'ils allouent plus de 5 milliards de dollars pour les efforts humanitaires et de reconstruction de Gaza", a-t-il ajouté.

Par contre , Donald Trump n'évoque absolument pas d'éventuels engagements de Tel -Aviv sachant que l'armée israélienne n'a , à aucun moment , respecté l'accord de cessez le feu continuant les bombardements et refusant de se retirer de l'enclave palestinienne !

C'est une capitulation pure et dure que cherche à imposer le président américain au Hamas afin de chasser les combattants de la résistance palestinienne hors de la bande de Gaza !

Les États-Unis avaient annoncé à la mi-janvier le passage à la deuxième phase du plan de Donald Trump visant à mettre fin définitivement à la guerre à Gaza. Elle prévoit un retrait progressif israélien, le désarmement du Hamas et le déploiement d'une force internationale de stabilisation.

L'armée israélienne contrôle toujours plus de la moitié du territoire tandis que le Hamas, au pouvoir depuis 2007, refuse catégoriquement de déposer les armes aux conditions posées par Israël. Israël et le mouvement islamiste palestinien s'accusent mutuellement de violer le cessez-le-feu entré en vigueur le 10 octobre, après deux ans de guerre.

[LIRE LA SUITE](#)

RAPPORT DE LA SEMAINE

« LA GÉNÉRATION Z MOINS
INTELLIGENTE QUE SES PARENTS » :
LES ÉCRANS MIS EN CAUSE



Une génération hyperconnectée mais cognitivement plus fragile ? Auditionnés à Washington, des experts décrivent un basculement inédit dans l'histoire des systèmes éducatifs : à âge égal, les jeunes n'atteindraient plus le niveau de leurs parents. Une alerte qui place l'omniprésence des écrans au cœur du débat sur l'avenir de l'école et du capital humain.

RAMADAN : DOUBLE ANNONCE CRÉE LA CONFUSION CHEZ LES MUSULMANS DE FRANCE



Cette année, les musulmans de France ont commencé à se gratter la tête : le Ramadan débute... soit le mercredi 18 février, soit le jeudi 19, selon l'instance religieuse que l'on écoute.

Une double annonce qui embrouille les fidèles

Mardi 17 février au soir, les messages sont tombés presque en même temps, mais avec des conclusions différentes.

La commission religieuse de la Grande Mosquée de Paris a confirmé que le mois sacré commence mercredi 18 février, basée sur l'observation et les calculs astronomiques.

De son côté, le Conseil français du culte musulman (CFCM) a annoncé que la nouvelle lune ne serait visible que le 18, ce qui décale le début du jeûne au jeudi 19 février.

Résultat : la communauté musulmane en France se retrouve partagée. Certains fidèles ont préféré anticiper et démarrer le jeûne dès mercredi pour ne pas risquer de rater un jour sacré. D'autres attendront la confirmation du CFCM.

Les fidèles entre prudence et pratique

Pour plusieurs Marocains vivant en France, le choix est clair : mieux vaut jeûner un jour plus tôt que de risquer un oubli.

Contactés par les médias, ils expliquent avoir accompli la prière des tarawih mardi soir et commencé le jeûne dès mercredi. « On préfère assurer et suivre notre cœur », confie l'un d'eux.

Cette situation montre combien la question du calendrier lunaire reste sensible et concrète pour la vie quotidienne des fidèles. Elle souligne aussi la diversité des pratiques religieuses, même au sein d'une même communauté.

Un petit "casse-tête" lunaire

Les prochains jours permettront de voir si cette double annonce provoque plus de confusion ou si chacun trouve son rythme.

Les mosquées locales et les associations musulmanes en France devront rester vigilantes pour guider les fidèles et éviter les malentendus autour des prières et du jeûne.

Le Ramadan 2026 commence donc avec un petit "casse-tête" lunaire, mais l'essentiel reste : se préparer spirituellement et partager ce mois sacré, même avec quelques jours de décalage.

IMAGE DE LA SEMAINE



**Ksar El Kebir : tous les habitants peuvent
désormais rentrer**

CORÉE DU SUD : L'EX- PRÉSIDENT YOON SUK-YEOL CONDAMNÉ À LA PRISON À VIE POUR INSURRECTION

International



L'ancien président sud-coréen Yoon Suk-yeol a été condamné jeudi 19 janvier à la prison à perpétuité par un tribunal de Séoul. La justice l'a reconnu coupable d'avoir mené une insurrection lors de sa tentative de coup de force de décembre 2024, visant à suspendre l'ordre constitutionnel.

Un coup de force avorté en décembre 2024

L'annonce marque l'aboutissement d'une affaire judiciaire sans précédent récent. Le tribunal estime que l'ex-chef de l'État a bafoué les procédures légales et eu recours à la violence pour tenter de paralyser l'Assemblée nationale et saper les normes démocratiques du pays.

Les faits remontent au 3 décembre 2024, lorsque Yoon Suk-yeol a décrété la loi martiale lors d'une allocution surprise. Il a ordonné à l'armée d'encercler et d'investir l'hémicycle. Malgré le déploiement de soldats, un nombre suffisant de députés a réussi à accéder au Parlement et à voter une résolution rejetant la mesure. La suspension du régime civil n'a duré que six heures, avant d'être levée.

Des institutions mises à l'épreuve

Selon le juge Ji Gwi-yeon, l'implication de l'armée et de la police a porté atteinte à leur neutralité politique. Le tribunal retient que l'envoi de troupes avait pour objectif de neutraliser le Parlement et d'arrêter des responsables politiques, notamment des dirigeants de l'Assemblée et de l'opposition. La cour évoque des dommages incalculables pour la société et une exacerbation de la polarisation politique.

Une peine maximale, hors peine capitale

La loi sud-coréenne prévoit, pour ce type de faits, la peine de mort ou la prison à vie. La juridiction a opté pour la perpétuité, considérant la gravité des actes, le refus de présenter des excuses, mais aussi l'âge de l'accusé, 65 ans, et l'absence d'usage de la force létale. Le parquet avait requis la peine capitale.

Yoon Suk-yeol avait déjà été condamné à cinq ans de prison le mois précédent pour d'autres chefs d'accusation liés à la même séquence de crise.

[**LIRE LA SUITE**](#)

رمضان كريم
By Lodj



Ramadan outside of the box

Ce Ramadan, on ne tourne pas en rond
On sort officiellement du carré..

@lodjmaroc



TÉLÉGRAMME

By Lodi

Salé : trois décès dus au froid alertent sur la prise en charge des sans-abri

À Salé (Maroc), trois personnes sans-abri sont mortes récemment à cause du froid dans les quartiers de Trabriquet et Bettana, ce qui ravive les interrogations sur l'efficacité des mesures de prise en charge destinées aux populations vulnérables vivant dans la rue.

Chaque année, l'arrivée du froid met en lumière l'insuffisance de la protection sociale et des dispositifs d'accueil pour les sans-abri. Les images de personnes dormant à même le trottoir ou dans les jardins publics rappellent la fragilité de cette catégorie sociale.



Azilal : disparition inquiétante d'une écolière

À Azilal, une écolière de 13 ans a disparu le 14 février 2026 après être descendue du bus scolaire. Son cartable et un parapluie ont été retrouvés au bord d'une rivière près du village. Les autorités ont déployé hélicoptère, drones, chiens spécialisés et plongeurs pour tenter de la retrouver.

Sa famille et les habitants participent également aux recherches, tandis qu'un appel public a été lancé pour obtenir toute information pouvant aider à la retrouver.

Aménagement des horaires scolaires pour le Ramadan

Pendant le mois sacré du Ramadan, le ministère de l'Éducation nationale a adapté les horaires scolaires : les cours du matin commencent environ 30 minutes plus tard et les cours de l'après-midi se terminent environ 30 minutes plus tôt que d'habitude, avec des durées de séances ajustées pour tenir compte du rythme particulier de cette période.



PROCHAINEMENT ..

**JAZZABLANCA 2026 : UNE ÉDITION
AMBITIEUSE PORTÉE PAR ROBBIE WILLIAMS,
SCORPIONS, JORJA SMITH ET NÄÏKA**



Pour sa 19e édition, Jazzablanca promet du lourd. Du 2 au 11 juillet 2026, le festival casablancaïse adopte un nouveau format et investit pleinement Anfa Park avec quatre concerts programmés chaque soir, répartis entre la grande scène et la Scène 21.

PERISCOPE MAROC

By Lodi

Safi: aides jusqu'à 100000DH pour relancer les commerces

À Safi (Maroc), dans le cadre de la relance économique après les crues dévastatrices, un dispositif d'aides financières a été mis en place pour soutenir les commerces sinistrés. Ces aides, qui peuvent atteindre jusqu'à 100 000 dirhams par commerçant, visent à aider les petites entreprises à racheter du matériel, des marchandises ou remettre en état leurs outils de travail.



Casablanca : une vaste campagne de désinfection des mosquées pour le Ramadan

À Casablanca (Maroc), une grande opération de nettoyage et de désinfection des mosquées a été lancée avant le mois sacré du Ramadan. Les équipes spécialisées interviennent dans de nombreux lieux de culte pour assurer des espaces propres, sains et accueillants aux fidèles pendant les prières du Ramadan, notamment en procédant au lavage des sols, à l'aération, au nettoyage des zones d'ablutions et à l'assainissement des abords.

Fraude bancaire à Sidi Slimane: 50000dirhams disparus

À Sidi Slimane (Maroc), une cliente dépose **50 000 dirhams sur son compte à la CIH Bank pour financer une opération médicale, mais constate ensuite que l'argent n'est plus disponible sur le comptelorsqu'elle se rend à l'agence pour retirer une partie de la somme; des opérations suspectes y figurent sans qu'elle ait été informée.

La cliente affirme ne pas avoir reçu de notification ni effectué ces transactions, tandis que la banque explique que des fraudeurs ont obtenu ses identifiants et codes après qu'elle leur a partagé ses données dans le cadre d'un contact frauduleux, puis ont réalisé des opérations à distance.



CHRONIQUES VIDÉO

**Master Class : Le journalisme, une posture avant
une technique**



@lodjmaroc



PERISCOPE MONDE

By Lodi

«Chine: droits de douane supprimés pour 53 pays africains, dont le Maroc»

La Chine a annoncé qu'elle supprimera, à partir du 1^{er} mai 2026, les **droits de douane sur les importations provenant de 53 pays africains, dont le Maroc, avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques. Cette mesure vise à faciliter les exportations africaines vers le marché chinois, renforcer la coopération commerciale et ouvrir de nouvelles opportunités économiques.



Washington: réunion inaugurale du Conseil de paix avec Trump

La première réunion du Conseil de paix (Board of Peace), une nouvelle initiative internationale lancée par le président américain Donald Trump, s'est tenue jeudi à Washington, D.C. avec la participation de nombreux dirigeants et représentants d'environ 47 pays. Cet organe vise principalement à coordonner la reconstruction de Gaza après la guerre, mais entend aussi jouer un rôle plus large dans la résolution des conflits et le maintien de la paix mondiale.

Roblox et Free Fire vers une interdiction

Le gouvernement marocain étudie sérieusement la possibilité d'interdire l'accès aux jeux en ligne populaires tels que Roblox et Free Fire, notamment à cause de préoccupations sur l'impact de ces jeux sur les jeunes utilisateurs (dépendance, exposition à des contenus inappropriés ou comportements problématiques). Une commission interministérielle a été formée pour examiner les effets réels de ces plateformes et proposer des solutions adaptées, ce qui pourrait ouvrir un débat entre régulation et liberté d'accès numérique.



POST DE LA SEMAINE



L'ex-prince Andrew a été arrêté et placé en garde à vue, marquant un événement inédit pour la famille royale britannique, le jeudi 19 février 2026, jour de son 66e anniversaire.

Du Maroc à Madrid : la créativité d'Aziz Abou Ali exposée à Tanger

CULTURE

Du 15 février au 10 juin 2026, la Villa Harris Musée de Tanger présente « Aziz Abou Ali : la Solitude des formes », une rétrospective dédiée à l'une des figures majeures de l'art moderne marocain. Organisée par la Fondation Nationale des Musées en partenariat avec la Galerie Marsam, l'exposition offre une plongée unique dans l'univers de l'artiste.



Tanger met en lumière l'œuvre singulière d'Aziz Abou Ali

Né à Marrakech en 1935, Aziz Abou Ali connaît une enfance marquée par la précarité avant de se lancer tardivement dans l'art. Autodidacte au départ, il poursuit sa formation aux Écoles des Beaux-Arts de Tétouan, puis à Séville et Madrid.

Installé durablement en Espagne, il développe un langage plastique exigeant, centré sur la figure humaine et la gravure.

Il mène une vie de plus en plus retirée, privilégiant l'intimité de son atelier et s'éloignant des cercles médiatiques.

Figuration et abstraction : le corps comme langage intérieur

La rétrospective met en avant un corpus cohérent, traversé par des tensions permanentes ; figuration et abstraction, présence et effacement, enfermement et résistance. Peintures, dessins, gravures et sculptures révèlent une figure humaine centrale, souvent fragmentée, entravée ou dépourvue de visage.

Dans son œuvre, le corps cesse d'être narratif pour devenir vecteur d'expression intérieure, traduisant silence, solitude et lutte intime.

Préservation et transmission : l'exposition au cœur du patrimoine marocain

À partir des années 1980, l'artiste vit dans des conditions matérielles précaires à Madrid, tout en maintenant une production soutenue jusqu'à sa mort en 1993.

« La Solitude des formes » poursuit une double ambition : faire découvrir la profondeur de son travail et préserver son héritage pour l'histoire de l'art marocain moderne.

L'exposition permet aux visiteurs de suivre le fil d'une vie marquée par résilience et création, et de réfléchir à la place de la figure humaine dans l'art contemporain.

Pour les amateurs d'art, cette rétrospective offre une occasion rare de mesurer l'intensité et la singularité d'Aziz Abou Ali, dont l'œuvre continue de résonner bien après sa disparition.

PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

**ANNE-CLAIRE
LÉGENBRE,
PREMIÈRE FEMME
À DIRIGER
L'INSTITUT DU
MONDE ARABE**



Anne-Claire Légendre devient la première femme à présider l'Institut du Monde Arabe. Elle succède à ses prédécesseurs et marque un tournant historique.

Sa nomination symbolise une avancée pour la représentation féminine dans les institutions culturelles.

Actualités culturelles



L'IRCAM présente de nouveaux ouvrages sur le patrimoine amazigh

Plusieurs ouvrages du Centre Aglou pour la recherche et la documentation ont été présentés à l'Institut royal de la culture amazighe, en présence de chercheurs et spécialistes. Ces publications portent notamment sur la médecine traditionnelle, la gestion des affaires locales, ainsi que les danses et jeux équestres de la région d'Aglou. Les intervenants ont souligné leur contribution à la valorisation du patrimoine amazigh, fruit d'un important travail de terrain. Cette rencontre met en lumière les efforts de recherche visant à préserver la langue, la culture et la mémoire collective du Souss.

Younes Rahmoun expose « Habba – Chajara – Zahra » au Musée Mohammed VI

Le Musée Mohammed VI d'art moderne et contemporain accueille l'exposition « Habba – Chajara – Zahra » de Younes Rahmoun, un parcours méditatif autour de la métamorphose de l'existence.

À travers une installation vidéo immersive, l'artiste explore le cycle symbolique de la graine, de l'arbre et de la fleur, entre intériorité et éclosion. L'œuvre dialogue avec la spiritualité et la contemplation propres au mois du Ramadan.

Soutenue par la Fondation nationale des musées, cette exposition met en lumière une création contemporaine marocaine.



Anne-Claire Legendre prend la tête de l'Institut du Monde Arabe

Le conseil d'administration de l'Institut du Monde Arabe à Paris a nommé Anne-Claire Legendre à sa présidence, une première pour une femme à la tête de l'institution.

Diplomate de carrière âgée de 46 ans, elle était conseillère à l'Élysée pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient après avoir été porte-parole du Quai d'Orsay.

Sa mission s'inscrit dans la perspective du 40e anniversaire de l'IMA, avec une réforme axée sur la modernisation de la gouvernance et le redressement financier.

ÉMISSION



7ÈME SENS AVEC OMAR BENDJELLOUN : AVOCATS /
GRÈVE SUSPENDUE OU PROJET DE LOI EN SUSPENS ?



Actualités culturelles



Amine "Boudchart" de retour à Casablanca : concert le 18 avril

Le maestro marocain Amine "Boudchart" a annoncé son retour sur scène à Casablanca, avec un nouveau concert prévu le 18 avril prochain, après une période d'absence.

S'il a dévoilé la date, l'artiste n'a pas encore précisé la salle qui accueillera l'événement.

Il a également indiqué que la billetterie n'est pas encore ouverte, en assurant qu'elle sera disponible très bientôt pour le public souhaitant assister à ce rendez-vous musical.

Amine "Boudchart" est réputé pour sa relation particulière avec son audience.

« Les Nuits du Ramadan » célèbrent l'héritage andalou

Du 23 février au 11 mars 2026, « Les Nuits du Ramadan » proposeront neuf concerts dans six villes marocaines pour célébrer l'héritage andalou et les liens artistiques entre le Maroc et l'Espagne.

Le cycle s'ouvrira à Rabat avec « Jinnan Al Andalus » du violoniste Hamid Ajbar, avant de parcourir Casablanca, Marrakech, Fès et Tétouan.

Flamenco, musique marocaine classique et poésie andalouse seront au cœur de la programmation.



Hind Ziadi en studio : un nouveau titre arrive bientôt

La chanteuse marocaine Hind Ziadi a révélé, sur son compte Instagram, qu'elle prépare une nouvelle surprise pour son public.

Dans une vidéo publiée depuis un studio d'enregistrement, l'artiste annonce la préparation d'un nouveau single, accompagnée d'un court message: "Une nouvelle chanson se prépare".

Hind Ziadi a choisi de garder le mystère autour du projet, sans dévoiler ni le titre ni le style musical, attisant la curiosité de ses fans.

À noter que son dernier titre, "Marhba Bikom", était un duo avec l'artiste Mehdi Mozayine, intégré à l'album officiel de la Coupe d'Afrique des Nations, organisée cette année au Maroc.

رمضان كريم
By Lodi



Paranormal

L'invisible : "Il y a ce que vous voyez...
et ce qui vous regarde depuis l'ombre."

Young Lions : le Maroc entre dans l'arène mondiale de la créativité publicitaire avec une compétition portée par l'UACC

CULTURE

Le Maroc rejoint pour la première fois les Young Lions Competitions, référence mondiale de la créativité publicitaire, via une compétition nationale portée par l'Union des agences conseil en communication (UACC). Destinée aux professionnels de moins de 30 ans des métiers de la communication, du marketing, des médias et des relations publiques, cette initiative sélectionnera les talents appelés à représenter le Royaume lors de la finale internationale en juin 2026 à Cannes.



Créée il y a 30 ans, la compétition Young Lions rassemble chaque année l'élite créative internationale. En 2025, elle comptait 454 compétiteurs issus de 67 pays pour 42 équipes lauréates. Le palmarès historique est dominé par le Brésil (20 prix), l'Australie (19) et le Canada (18). Le format s'appuie sur des briefs réels, en anglais, à résoudre en 48 heures au niveau national. Pour cette édition, le sujet portera sur une thématique de l'Amicale marocaine des handicapés (AMH), partenaire officiel. « C'est un format qui met les participants en conditions réelles, en testant à la fois la stratégie, l'exécution et la créativité », explique Hassan Rouissi, président de l'UACC.

Les équipes concourent obligatoirement en binôme. Les lauréats nationaux sont récompensés Or, Argent ou Bronze; le prix Or offre l'accès à la finale mondiale à Cannes.

Cinq catégories sont ouvertes pour cette première édition : Print, Digital, PR, Media et Marketers (dédiée aux profils annonceurs, en partenariat avec le Groupement des annonceurs du Maroc).

« La compétition s'adresse aux jeunes professionnels ou freelances, même avec une expérience minimale, tant qu'ils opèrent dans la communication, les médias ou le marketing », précise-t-il.

« Elle se veut inclusive, mais elle n'est pas ouverte aux étudiants », confirme le président.

Chaque catégorie évalue les projets selon des critères définis: qualité de l'idée créative, pertinence stratégique, faisabilité et impact potentiel. Un jury international de plus de 30 experts est chargé de l'évaluation.

Au-delà de la compétition, l'UACC inscrit l'initiative dans une dynamique de professionnalisation et de montée en compétences. Fondée en 1998 et représentant près de 85% du marché publicitaire marocain en valeur, l'association a noué des partenariats avec des établissements de formation spécialisés.

Un programme d'upskilling axé sur le partage d'insights marché et de techniques, ainsi qu'une plateforme dédiée aux stages, facilite la transition entre l'école et le monde professionnel. Consciente des contraintes économiques, l'UACC prévoit de financer un maximum de participants: «Notre objectif est de financer au moins cinq équipes, soit dix personnes», indique Ali Boujena, directeur général de l'UACC.

Le lancement officiel de Young Lions Maroc a eu lieu le mois dernier. Les inscriptions ferment le 28 février; les briefs se dérouleront du 6 au 8 mars, les jurys voteront en ligne jusqu'au 11 mars, et les lauréats seront annoncés le 16 mars 2026.

Les équipes gagnantes intégreront ensuite le programme officiel des Cannes Young Lions, avec des bootcamps de préparation avant la compétition internationale de juin 2026.

« L'objectif final est clair : rehausser le niveau de créativité au Maroc et positionner durablement le Royaume sur la carte mondiale de l'industrie créative », conclut Ali Boujena.

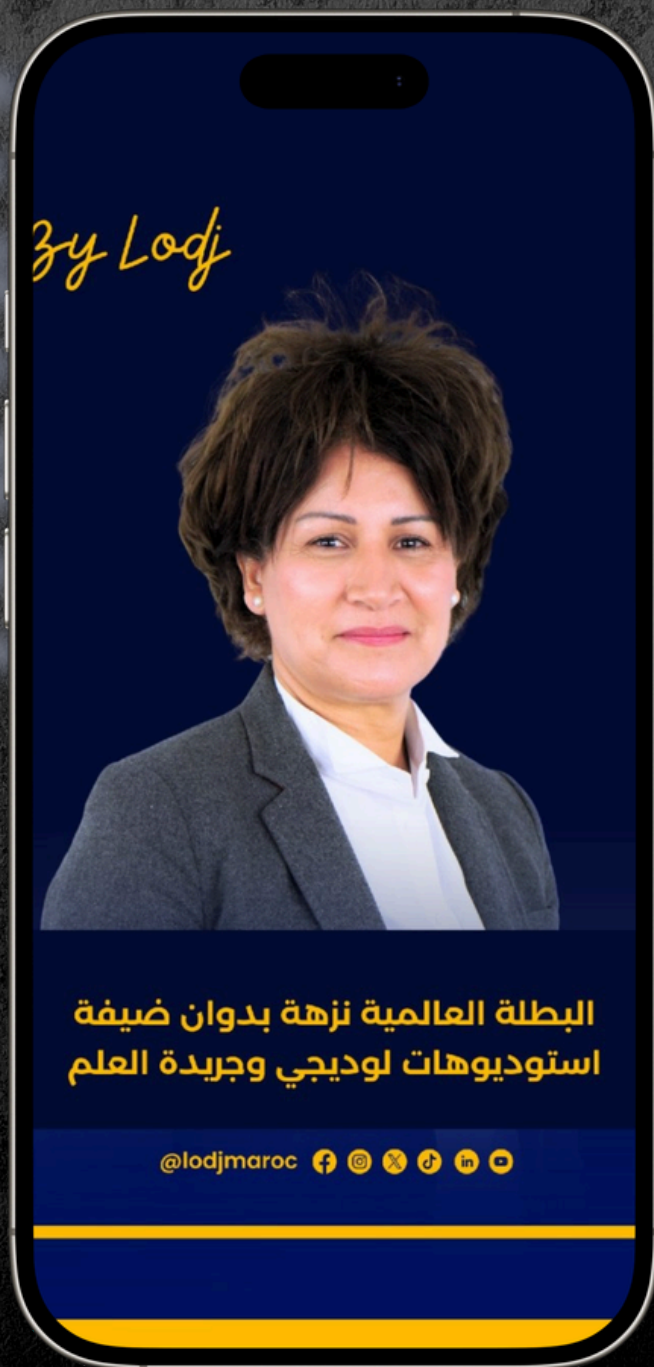
By Lodj

Reel

DE LA SEMAINE



La championne du monde Nezha Bidouane
invitée aux studios de LODJ et du journal
L'Opinion



Pourquoi les sneakers Adidas iconiques s'arrachent en vente privée

LIFESTYLE

Les ventes privées dédiées aux sneakers connaissent un engouement spectaculaire, et certaines paires s'imposent comme de véritables stars auprès des amateurs de mode.

Lorsqu'une sélection de modèles emblématiques de Adidas apparaît à prix réduit, le succès est immédiat. Gazelle, Samba, Tokyo et d'autres silhouettes vintage disparaissent en quelques heures, preuve que ces chaussures dépassent désormais leur simple fonction sportive pour devenir des objets de désir lifestyle.



Depuis plusieurs saisons, la mode puise dans les archives des années 70, 80 et 90 pour réinventer des silhouettes cultes. Les sneakers Adidas qui dominent les ventes privées incarnent parfaitement cette tendance.

Leur design minimaliste, souvent en daim ou en cuir lisse, évoque une époque où la chaussure de sport était avant tout fonctionnelle, avant de devenir un symbole culturel.

La Gazelle, la Samba ou encore la Tokyo séduisent par leurs lignes épurées et leur authenticité. Elles rappellent l'esthétique des terrains de sport, des salles de gym et même des scènes musicales underground.

Cette dimension nostalgique touche autant les générations qui ont connu ces modèles à leur sortie que les plus jeunes, attirés par ce style « vintage » devenu synonyme de cool.

Des sneakers devenues des icônes culturelles

Au fil des décennies, certaines paires Adidas ont dépassé leur statut d'équipement sportif pour devenir des références culturelles.

La Samba, par exemple, a traversé les époques en s'imposant aussi bien sur les terrains de football que dans les rues des grandes capitales de la mode.

La Gazelle, quant à elle, s'est imposée comme une chaussure polyvalente, portée aussi bien avec un jean qu'avec une robe ou un costume décontracté.

Ce succès repose sur une alchimie rare : des modèles simples, immédiatement reconnaissables, mais suffisamment sobres pour s'adapter à toutes les tenues. Ils incarnent une élégance décontractée qui traverse les tendances sans se démoder.

L'effet réseaux sociaux et influenceurs

L'un des moteurs principaux de cet engouement est sans doute la visibilité offerte par les réseaux sociaux.

Sur Instagram, TikTok ou Pinterest, les sneakers Adidas rétro apparaissent dans d'innombrables looks du quotidien.

Les influenceurs les associent à des pantalons larges, des ensembles minimalistes ou des pièces vintage, renforçant leur image de must-have moderne.

Cette exposition constante crée un effet de rareté et de désir. Lorsqu'une vente privée propose ces modèles à prix réduit, les consommateurs ont le sentiment d'accéder à une pièce tendance sans se ruiner.

Résultat : les stocks fondent rapidement, alimentant encore davantage la réputation de ces paires comme des produits incontournables.

Le prix, un facteur clé du succès en vente privée

Le principe même de la vente privée joue un rôle déterminant.

Ces opérations permettent d'acquérir des modèles iconiques à des tarifs plus accessibles, parfois avec des réductions importantes par rapport aux prix habituels. Pour de nombreux consommateurs, c'est l'occasion idéale de s'offrir une paire culte sans dépasser leur budget.

Cette combinaison entre notoriété du produit et opportunité financière crée un sentiment d'urgence. Les acheteurs savent que les quantités sont limitées et que les tailles partent vite.



رمضان كريم
By Lodi

**Nourrissez
votre esprit**

AUSSI BIEN QUE VOTRE CORPS.

LE FTOUT DE LA CONSCIENCE

@lodjmaroc



Brèves Lifestyle



Vinaigre et citron : l'alternative naturelle au dissolvant chimique

Face aux effets desséchants de l'acétone, de plus en plus de personnes se tournent vers une solution maison à base de vinaigre blanc et de jus de citron. Ce duo agit par ramollissement progressif du vernis, sans décaper la plaque onguilaire ni irriter les cuticules. Utilisé tiède en bain de doigts pendant une dizaine de minutes, le mélange permet de retirer la majorité des vernis classiques tout en préservant l'hydratation des ongles. Plus doux, économique et écologique, ce rituel transforme le retrait du vernis en soin.

Clé cassée dans la serrure : la méthode simple pour l'extraire sans dégâts

Une clé cassée dans une serrure n'implique pas forcément l'intervention immédiate d'un serrurier. La règle d'or : ne jamais forcer au risque d'endommager les goupilles du cylindre.

Après un diagnostic visuel à la lampe torche, l'usage d'un lubrifiant sec (graphite ou PTFE) combiné à une pince fine permet, dans la majorité des cas, d'extraire le fragment en douceur.

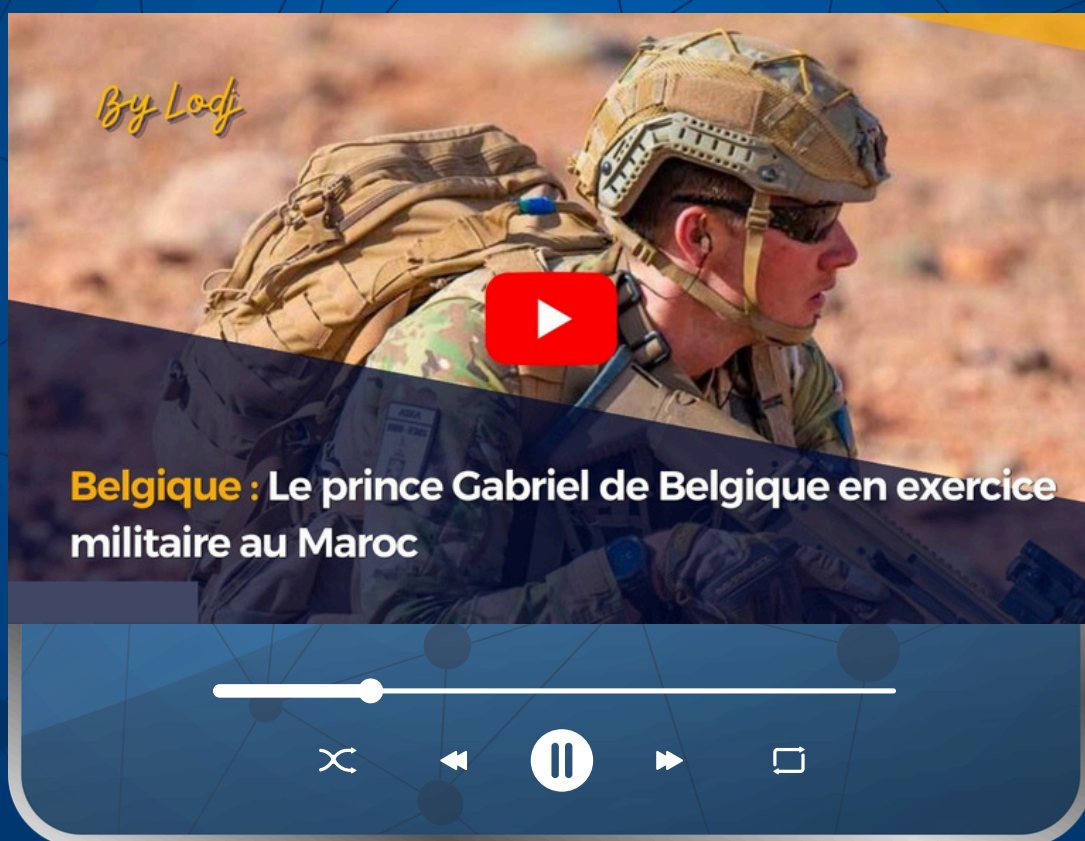
Le geste doit rester parfaitement axial, sans mouvement de levier. Si le morceau est trop enfoncé ou bloqué, mieux vaut s'arrêter pour éviter des dégâts irréversibles.



L'astuce au soda pour garder vos roses plus longtemps

Les roses coupées fanent rapidement en raison du manque de nutriments et de la prolifération bactérienne dans l'eau du vase. Une astuce simple consiste à ajouter un soda transparent comme le Sprite, riche en sucre et légèrement acide, afin de nourrir la tige tout en limitant les bactéries. Le mélange recommandé est d'un quart de soda pour trois quarts d'eau, éventuellement complété par quelques gouttes d'eau de Javel. Cette solution maison permettrait de prolonger la tenue du bouquet de cinq à sept jours supplémentaires.

I-NEWS



Belgique : Le prince Gabriel de Belgique en exercice militaire au Maroc



BELGIQUE : LE PRINCE GABRIEL DE BELGIQUE EN EXERCICE MILITAIRE AU MAROC



Brèves Lifestyle



À 42 ans, elle loue des panneaux d'autoroute pour trouver l'amour

Fatiguée des applications de rencontre, Lisa Catalano, 42 ans, a choisi une stratégie radicale : louer une dizaine de panneaux publicitaires le long de la Highway 101, en Californie, entre Santa Clara et South San Francisco.

Depuis septembre, les automobilistes peuvent y lire "Epoque-moi", accompagné de l'adresse de son site personnel. Elle dit avoir reçu près de 4.000 candidatures, qu'elle a soigneusement triées avant d'organiser plusieurs rendez-vous. Si elle fréquente actuellement un homme, elle poursuit malgré tout sa campagne, estimant simplement savoir ce qu'elle veut et refusant de laisser le hasard décider à sa place.

À Dubaï, une tour Bugatti avec ascenseurs pour voitures

La marque automobile de luxe Bugatti se lance dans l'immobilier avec une tour résidentielle de 43 étages développée avec Binghatti Properties à Dubaï. Les penthouses, vendus à des prix vertigineux, disposent d'ascenseurs privés permettant aux propriétaires de garer leur voiture directement dans leur appartement. Selon la BBC, des personnalités comme Neymar et Andrea Bocelli figureraient parmi les acquéreurs. Ce projet illustre l'essor des résidences de marque, nouveau symbole de prestige pour les grandes fortunes.



Un hôtel de luxe à Macao retire les lingots d'or de son hall et les vend pour 11 millions d'euros

Ouvert en 2006 à Macao, le Grand Emperor Hotel avait fait incruster des dizaines de lingots d'or dans le sol de son hall pour renforcer son image luxueuse.

Profitant de la flambée des cours de l'or et dans le cadre d'une rénovation, l'établissement a décidé de les vendre pour près de 13 millions de dollars, soit environ 11 millions d'euros.

La décision intervient aussi après l'arrêt de ses activités de jeux en octobre 2025, dans un contexte de durcissement réglementaire.

رمضان كريم
By Lody



**ZAPPEZ
LA ROUTINE**

Scrollez vers l'excellence.

@lodjmaroc



Insolite : des humanoïdes qui dansent et défient les lois de l'équilibre

Un milliard de téléspectateurs chinois ont assisté à un show de robots humanoïdes qui dansent, sautent et manient le sabre... Et c'est bluffant ! Quand la danse rencontre l'IA : le spectacle halluciné



LIFESTYLE

Imaginez un milliard de yeux rivés sur un écran, et au centre, pas des stars humaines, mais des robots qui pirouettent, sautent et manient le sabre comme de vrais pros. Bienvenue au gala du Nouvel An lunaire 2026 sur CCTV, la plus grande scène télévisuelle de Chine. Cette année, l'invité d'honneur n'était pas un chanteur ou une célébrité TikTok, mais les robots humanoïdes d'Unitree Robotics, Galbot, Noetix et MagicLab. Et le résultat ? Bluffant.

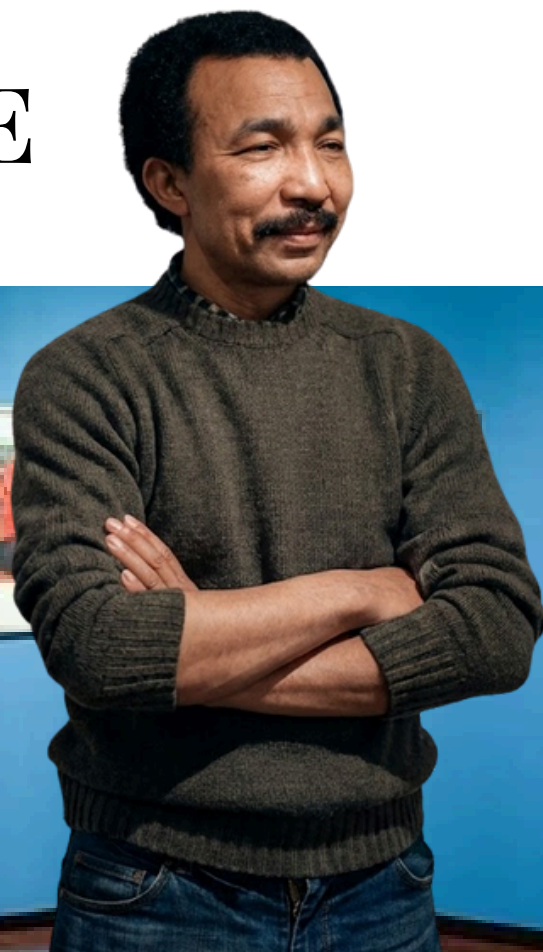
Un spectacle qui mélange art martial et haute technologie

Les vedettes du show sont les G1 d'Unitree. Ces humanoïdes ont enchaîné les acrobaties, dansé en rythme, et même manié le sabre et le bâton, le tout sans le moindre effet spécial. Reuters assure : "aucun trucage". Le public a assisté à un véritable ballet de métal et de circuits imprimés, avec une précision quasi surhumaine et un équilibre parfait. Ce n'est pas seulement du divertissement, c'est une vitrine de l'excellence technologique chinoise. Derrière ce show spectaculaire, il y a une véritable stratégie. L'IA et la robotique ne sont pas que des gadgets : elles représentent un enjeu économique et politique majeur. La Chine, qui veut rivaliser avec les États-Unis, profite de ce gala pour montrer ses muscles. Chaque année, les robots montent un peu plus en puissance : en 2021, des robots quadrupèdes faisaient le show ; en 2025, des bipèdes ont tenté une petite danse. Cette édition 2026 explose tout : complexité, fluidité, et coordination hallucinante.

Des humanoïdes bientôt dans nos salons ?

Si certains d'entre nous ont encore en tête les chutes de robots russes ou le raté du XPeng, ces incidents appartiennent désormais au passé. Les robots d'Unitree et consorts sont prêts pour le quotidien. XPeng rêve de lancer son Iron comme assistant personnel, tandis qu'aux États-Unis, le 1X Neo se prépare à entrer dans les foyers. Entre futur proche et science-fiction, les humanoïdes pourraient bien faire partie de nos vies, à la fois compagnons, assistants et stars de spectacles futuristes. Alors, préparez-vous : un jour, votre salon pourrait bien se transformer en piste de danse pour robot.

ÉVÉNEMENT DE LA SEMAINE



LE MUSÉE DE TANGER ACCUEILLE LA RÉTROSPECTIVE « AZIZ ABOU ALI : LA SOLITUDE DES FORMES »

Du 15 février au 10 juin 2026, la Villa Harris – Musée de Tanger présente l'exposition
« Aziz Abou Ali : La Solitude des formes », une rétrospective dédiée à l'une des
figures les plus singulières de l'art moderne marocain.

Cybersécurité : le Maroc passe à la vitesse supérieure



Le gouvernement Marocain a signé, lundi 16 février 2026 à Rabat, une convention stratégique avec le Groupe AXA pour renforcer les compétences nationales en Data, Intelligence artificielle et cybersécurité, marquant une nouvelle étape dans la transformation numérique du Royaume.

Un partenariat pour anticiper les métiers du futur

L'accord réunit le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation et le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration. Il vise à anticiper la demande croissante en profils spécialisés dans la cybersécurité, la Data, l'intelligence artificielle, le Cloud, le DevOps et le Testing.

Concrètement, la convention prévoit l'identification des besoins en compétences technologiques, l'adaptation des formations initiales, y compris en alternance, ainsi que le développement de programmes de formation continue. L'objectif est de mieux aligner les cursus académiques sur les exigences du marché du travail et d'accompagner l'évolution rapide des métiers numériques.

Formation et insertion au cœur du dispositif

Au-delà du volet pédagogique, l'accord entend renforcer les liens entre universités et secteur productif. Il prévoit la promotion de projets de recherche appliquée liés à la transformation digitale et le développement de dispositifs de stages et d'immersion professionnelle.

Plusieurs établissements publics d'enseignement supérieur et écoles spécialisées seront mobilisés pour faciliter l'insertion des jeunes diplômés dans des secteurs à forte intensité technologique. L'ambition affichée est de consolider l'employabilité des talents marocains tout en répondant aux besoins croissants des entreprises en compétences digitales.

Les autorités mettent également en avant le rôle du partenariat public-privé comme levier de développement des compétences et de l'innovation, dans un contexte où la transformation numérique nationale peine encore à produire pleinement ses effets économiques et sociaux malgré des infrastructures modernisées et un cadre réglementaire renforcé.

Une stratégie alignée sur les priorités nationales

Cette initiative s'inscrit dans la dynamique « AI Made in Morocco », qui vise à promouvoir une intelligence artificielle développée localement. Elle s'aligne aussi sur les orientations nationales en matière de valorisation du capital humain et d'accélération de la transformation numérique.

Selon les responsables signataires, la montée en gamme du capital humain constitue un pilier central de la transformation industrielle et technologique du Maroc. La création d'un comité de suivi chargé de coordonner et d'évaluer les actions prévues doit assurer la mise en œuvre effective du partenariat. À travers cette alliance, les autorités et leur partenaire ambitionnent de structurer un écosystème capable d'anticiper les mutations technologiques et de répondre aux défis économiques liés à la digitalisation. La concrétisation des programmes de formation et leur impact sur l'emploi des jeunes talents seront désormais les principaux indicateurs à surveiller.

Brèves digitales



Warner pourrait abandonner l'accord avec Netflix au profit de Paramount

Le conseil d'administration de Warner Bros. Discovery envisagerait de reprendre les discussions avec Paramount Skydance, malgré l'accord signé en décembre 2025 avec Netflix pour la cession du studio et de HBO pour 82,7 milliards de dollars.

Le groupe dirigé par David Ellison aurait soumis une offre plus avantageuse, incluant la prise en charge d'éventuelles pénalités dues à Netflix. Cette bataille financière pourrait redessiner le paysage hollywoodien et soulève aussi des enjeux politiques, notamment autour du contrôle d'actifs stratégiques comme CNN.

" Special Apple Experience " le 4 mars : un iPhone 17e et de nouveaux MacBook attendus

Apple donne rendez-vous le 4 mars à New York pour un événement baptisé "Special Apple Experience", dont les annonces pourraient se concentrer sur un nouvel iPhone 17e et plusieurs MacBook.

Un MacBook plus abordable, équipé d'une puce dérivée de l'iPhone, est évoqué autour de 600 dollars, tandis qu'un MacBook Air M5 et des versions M5 Pro et M5 Max seraient également au programme. L'iPhone 17e remplacerait l'iPhone 16e avec des améliorations comme la Dynamic Island, MagSafe et une puce A19.



Deezer lance Flow Tuner pour affiner vos playlists

Deezer déploie Flow Tuner, une évolution de sa fonctionnalité Flow lancée en 2014, afin d'offrir un contrôle plus fin sur les playlists personnalisées. Les utilisateurs peuvent désormais activer ou désactiver instantanément des genres et sous-genres musicaux, et ajuster leur "mood" en temps réel. Cette mise à jour vise à rendre la recommandation musicale plus transparente et moins opaque que les systèmes entièrement automatisés.

Avec Flow Tuner, la plateforme française entend renforcer son positionnement face à Spotify en misant sur une personnalisation maîtrisée par l'utilisateur.



Brèves digitales



Unjournaliste américain accuse Google d'avoir cloné sa voix

L'ancien animateur vedette de NPR, David Greene, accuse Google d'avoir utilisé sa voix sans autorisation pour son outil d'IA NotebookLM, capable de générer des podcasts automatisés. Troublé par la ressemblance frappante entre sa voix et celle d'un animateur virtuel, il a déposé plainte en janvier 2026 en Californie pour violation de ses droits. Google dément, affirmant avoir recours à un acteur professionnel rémunéré. L'affaire relance le débat sur le clonage vocal, les deepfakes et la protection de l'identité sonore face aux avancées de l'intelligence artificielle.

Meta relance la reconnaissance faciale sur ses lunettes

Meta envisagerait d'ajouter une fonctionnalité de reconnaissance faciale, baptisée « Name Tag », à ses lunettes connectées Ray-Ban et Oakley dès cette année, selon le New York Times. L'outil permettrait d'identifier certaines personnes dans le champ de vision, notamment celles connectées aux plateformes du groupe ou disposant de comptes publics. Consciente des risques juridiques et éthiques, l'entreprise affirme adopter une approche prudente, dans un contexte déjà marqué par des controverses passées liées aux données biométriques.



La PS6 repoussée à 2028 ou 2029

Selon Bloomberg, la sortie de la PlayStation 6 ne serait plus prévue avant 2028, voire 2029, alors qu'elle était initialement attendue autour de 2026-2027.

Ce report serait lié à une nouvelle pénurie mondiale de mémoire RAM, alimentée par la forte demande en composants pour l'intelligence artificielle. Un tel décalage pourrait fragiliser la stratégie intergénérationnelle de Sony et impacter l'écosystème des développeurs.

Déjà écoulée à 80 millions d'exemplaires, la PlayStation 5 resterait ainsi plus longtemps au cœur du marché.

Digital Summit Madrid : le Maroc à l'honneur de la justice 2.0

Le Maroc sera l'invité d'honneur du Digital Summit 2026 à Madrid, consacré aux liens entre technologie et justice.

Une reconnaissance internationale des efforts engagés pour moderniser le système judiciaire, digitaliser les procédures et améliorer l'accès des citoyens au service public de la justice.



Lorsque l'on évoque la transformation digitale, on pense d'abord aux banques, à l'e-commerce ou aux start-up. Mais la justice, longtemps perçue comme un univers figé, est elle aussi en pleine mutation. Le choix du Maroc comme invité d'honneur du Digital Summit 2026 à Madrid, sur le thème "Tech et justice", en est une illustration significative. Depuis plusieurs années, le Royaume a engagé un vaste chantier de modernisation de son système judiciaire. La mise en place de plateformes numériques pour le dépôt et le suivi des dossiers, la consultation en ligne de certaines décisions, la dématérialisation progressive de procédures et l'expérimentation d'audiences à distance ont marqué une rupture avec les pratiques traditionnelles. L'objectif affiché : rendre la justice plus accessible, plus rapide et plus transparente. Le Digital Summit de Madrid rassemblera décideurs publics, magistrats, avocats, experts tech et entreprises spécialisées. Le Maroc y présentera ses expériences, ses réussites, mais aussi les défis rencontrés : adaptation des infrastructures, formation des magistrats et greffiers, protection des données personnelles et cybersécurité. La question n'est pas seulement technique ; elle touche aussi aux pratiques professionnelles, à la culture institutionnelle et à la confiance des justiciables. Sur le plan international, le Maroc cherche à se positionner comme un hub régional de la transformation digitale, y compris dans les domaines régaliens. Les avancées de la justice numérique s'inscrivent dans cette ambition plus large de modernisation de l'État et d'amélioration de la qualité des services publics. La participation en tant qu'invité d'honneur à un événement comme le Digital Summit constitue à la fois une vitrine et un laboratoire d'idées. Mais la digitalisation de la justice pose aussi des enjeux de fond : comment garantir l'égalité d'accès lorsque tous les citoyens n'ont pas la même maîtrise des outils numériques ni la même connectivité ? Comment concilier rapidité des procédures et respect des droits fondamentaux, notamment en matière de procès équitable ? Comment sécuriser des données particulièrement sensibles ? À Madrid, les échanges autour de ces questions dépasseront le seul cas marocain. Toutefois, l'expérience du Royaume, faite de progrès tangibles et de chantiers encore ouverts, pourrait inspirer d'autres pays en quête d'équilibre entre innovation technologique et garanties démocratiques. La justice 2.0 ne se résume pas à des logiciels et des plateformes : elle redéfinit le rapport entre l'État, la loi et le citoyen.

LinkedIn dévoile “Premium All-in-One” pour capter fondateurs, start-up et PME



Promise centrale de Premium All-in-One: rassembler, dans un espace unifié, les outils essentiels à la croissance d'une petite entreprise, afin d'éviter la dispersion entre solutions commerciales, marketing et RH. Au cœur du dispositif, un tableau de bord qui agrège trois piliers opérationnels.

- Vente: suggestions quotidiennes de prospects qualifiés, recherches illimitées avec filtres avancés, recommandations personnalisées sous forme de checklist pour orienter les priorités sans recourir à des outils tiers.
- Marketing: crédits publicitaires mensuels pour booster des publications ou promouvoir des offres d'emploi, crédits InMail, et assistants IA pour optimiser les profils et rédiger des messages personnalisés.
- Recrutement: crédits de sponsoring d'annonces et modèles de messages générés par IA pour fluidifier la prise de contact avec des candidats ciblés.

Affichée à 99 dollars par mois, l'offre inclut 100 dollars de crédits publicitaires et 50 dollars de crédits de boost. Le rapport coût/valeur pourrait séduire les entreprises déjà actives sur LinkedIn, à condition que leurs cibles y soient présentes.

Cette brique s'inscrit dans une dynamique plus large: les abonnements pèsent près de 2 milliards de dollars annuels pour le réseau, avec un nombre de souscripteurs en hausse d'environ 50% sur deux ans.

Avec 1,3 milliard de membres dans le monde, dont 30 millions en France, LinkedIn renforce son positionnement : au-delà du réseau professionnel, un véritable centre de pilotage pour les petites entreprises, intégrant prospection, communication et acquisition de talents.

CAPSULE IA

**Pr Meriem Chouki : L'opération militaire
américaine massive contre le Venezuela
et la remise en caus**



@lodjmaroc

By Lodi



Cinq stades marocains en course pour le titre mondial « Stadium of the Year 2025 »

SPORT

Le Maroc s'invite au cœur de la scène architecturale sportive mondiale. Cinq stades marocains figurent officiellement parmi les candidats au prestigieux titre de « Stadium of the Year 2025 », une distinction internationale attribuée à l'issue d'un vote populaire mondial centré exclusivement sur l'architecture et le design des enceintes sportives.



Le Maroc largement représenté dans la sélection mondiale

L'annonce concerne l'édition 2025 du concours organisé par la plateforme spécialisée StadiumDB, qui évalue chaque année les stades nouvellement construits ou rénovés. Pour cette édition, 28 infrastructures issues de plusieurs continents sont en compétition, dont cinq marocaines, une présence rare à cette échelle.

Les stades marocains retenus sont le Stade Prince Moulay Abdellah, le Stade Moulay Hassan, le Stade Olympique de Rabat, le Stade Municipal de Berkane et le Grand Stade de Tanger.

Tous ont récemment fait l'objet de travaux de modernisation ou de reconfiguration, dans le cadre des grands chantiers sportifs engagés par le Royaume.

Ces enceintes ont notamment été mises en lumière lors de compétitions continentales majeures, dont la Coupe d'Afrique des nations, où leur qualité architecturale, leur fonctionnalité et leur intégration urbaine ont été largement saluées par les observateurs et le public.

Un prix fondé uniquement sur le vote du public

Contrairement à de nombreuses distinctions internationales reposant sur des jurys techniques, le « Stadium of the Year » se distingue par son mode de sélection. Le classement final est établi exclusivement à partir des votes des internautes du monde entier, sans intervention d'experts ou de comités spécialisés.

Ce choix confère au prix une dimension particulière, où l'esthétique, l'expérience visuelle et l'impact architectural perçu par le public priment sur les critères techniques ou financiers. Le scrutin est ouvert jusqu'au 9 mars 2026, directement sur la plateforme officielle de StadiumDB.

Une vitrine du positionnement sportif du Royaume

Au-delà de la compétition elle-même, cette sélection traduit une reconnaissance internationale du virage stratégique opéré par le Maroc en matière d'infrastructures sportives.

Ces projets s'inscrivent dans une vision de long terme, portée par l'accueil de grands événements continentaux et mondiaux, et par l'ambition d'ériger le sport en levier de rayonnement et de développement.

La présence simultanée de cinq stades marocains dans une compétition mondiale d'architecture sportive renforce l'image d'un pays qui investit autant dans la performance que dans la qualité des équipements, à un moment clé où le Royaume se projette vers de futures échéances internationales.

Sophia El khensae Bentamy

CONSULTANTE & COACH D'ENTREPRISE



Mieux communiquer, mieux vivre

**Dardacha avec Sophia - Ateliers positifs de BIEN-ÊTRE
ET RIRE utilisant le rire comme outil principal**



TECHNIQUES DE COMMUNICATION

Prise de parole en public
Écrits professionnels
Relation client



SOFTSKILLS

Gestion du stress
Gestion du temps
Cohésion d'équipe



COMMUNICATION POSITIVE

Ateliers interactifs
Formations



TEAM BUILDING & ÉVÉNEMENTS

Ateliers sur mesure
Conférences
Modération

Brèves Sportives



NBA : leAll-Star relancé, LeBron battu

La NBA a redonné de l'éclat à son All-Star Game avec un nouveau format « États-Unis contre le monde », disputé à Los Angeles.

Brillant, Victor Wembanyama a porté l'équipe internationale, sans toutefois empêcher son élimination face aux formations américaines. L'équipe « Stars » a remporté le mini-tournoi grâce à un Anthony Edwards incandescent, élu MVP.

En finale, les « Stars » ont dominé les « Stripes », dépassant notamment LeBron James, battu pour sa 22e participation au match des étoiles. Malgré une finale à sens unique, l'événement a retrouvé intensité et spectacle.

Coupe du Roi : l'Atlético de Madrid écrase le FC Barcelone (4-0)

L'Atlético de Madrid a surclassé le FC Barcelone (4-0) en demi-finale aller de la Coupe du Roi au Metropolitano.

Un but contre son camp d'Eric García, puis des réalisations d'Antoine Griezmann, Lookman et Julián Álvarez ont scellé une démonstration madrilène.

Dominés dans tous les compartiments du jeu, les Catalans ont vu un but refusé par la VAR avant l'expulsion d'Eric García en fin de match. L'Atlético prend ainsi une option très sérieuse sur la qualification avant le retour prévu le 3 mars.



Coupe de la CAF : l'Olympic Club de Safi se qualifie pour les quarts

L'Olympic Club de Safi a validé son billet pour les quarts de finale de la Coupe de la CAF après un nul solide (0-0) face à l'USM Alger au stade du 5 Juillet.

Pour sa toute première campagne continentale, le club safiot termine deuxième du groupe A avec 13 points, à une longueur du leader algérien.

Les hommes de Zakaria Aboub ont notamment réalisé un sans-faute contre Djoliba AC et San Pedro FC.

Cette qualification historique confirme la montée en puissance des Requins sur la scène africaine.



BUZZ DE LA SEMAINE



**CASABLANCA : UN MOTARD EN GADE
À VUE APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉMENT
PERCUTÉ UN POLICIER**

La police judiciaire de la zone de Rahma à Casablanca a lancé une enquête, sous la supervision du parquet compétent, à l'encontre d'un motocycliste de 27 ans.

Brèves Sportives



Ligue1: Medhi Benatia démissionne de l'Olympique de Marseille

Medhi Benatia a annoncé son départ de l'Olympique de Marseille, où il occupait le poste de directeur du football depuis janvier 2025. Arrivé en 2023 comme conseiller sportif de Pablo Longoria, l'ancien international marocain évoque un climat devenu pesant malgré un projet qu'il juge toujours ambitieux.

Cette décision intervient quelques jours après le départ de Roberto De Zerbi, sur fond de mauvais résultats, dont une lourde défaite face au Paris Saint-Germain.

Actuellement 4e de Ligue 1, l'OM traverse une nouvelle zone de turbulence en interne.

Lions de l'Atlas : deux matchs amicaux programmés en préparation de la Coupe du Monde 2026

La Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) a annoncé que l'équipe nationale disputera deux rencontres amicales contre l'Équateur et le Paraguay, les 27 et 31 mars 2026, dans le cadre des préparatifs pour la phase finale de la Coupe du Monde aux États-Unis, au Canada et au Mexique.

Le premier match se jouera le 27 mars 2026 face à l'Équateur au stade « Riyadh Air Metropolitano » à Madrid, en Espagne, avec un coup d'envoi prévu à 21h15.

Le second amical mettra aux prises les Lions de l'Atlas avec le Paraguay le 31 mars 2026 au « Stade Bollaert-Delelis » à Lens, en France.



Cristiano Ronaldo marque son grand retour et relance Al Nassr

Après deux matches d'absence en Saudi Pro League, Cristiano Ronaldo a effectué un retour remarqué samedi face à Al Fateh. Titularisé et porteur du brassard, l'attaquant portugais n'a eu besoin que de 18 minutes pour ouvrir le score, inscrivant au passage le 962e but de sa carrière professionnelle.

Al Nassr s'est finalement imposé 2-0, grâce à une seconde réalisation signée Ayman Yahya en fin de rencontre.

Ce succès permet au club de Riyad de récupérer la deuxième place du classement, à seulement un point du leader, Al Hilal.

FAKE DE LA SEMAINE



WOLFF CONTRE-ATTAQUE : MERCEDES DÉMENT TOUTE RUMEUR DE CARBURANT NON CONFORME

Le patron de Mercedes, Toto Wolff, a répliqué avec colère aux insinuations selon lesquelles son équipe prendrait le risque de faire rouler ses moteurs en début de saison avec un carburant non homologué.



CAN 2025 : Hervé Renard réagit à la polémique de la « serviette »

SPORT

La controverse autour de la « serviette » lors de la finale de la Coupe d'Afrique des nations 2025 opposant le Maroc au Sénégal continue d'alimenter les débats.

Dernière voix à s'exprimer sur cet épisode devenu viral : celle d'Hervé Renard, technicien français rompu aux réalités du football africain.



Lors de cette finale particulièrement tendue, l'usage répété d'une serviette, accompagné de gestes et d'interventions verbales perçus comme provocateurs par une partie du public, a relancé les discussions sur l'influence psychologique susceptible d'être exercée sur les tireurs marocains.

Sans constituer une violation claire des Lois du jeu, la scène a posé la question des frontières du fair-play à ce niveau de compétition.

Invité à commenter l'incident, Hervé Renard a opté pour une analyse nuancée, teintée d'ironie.

Selon lui, certains observateurs européens peinent à saisir les dimensions culturelles propres au contexte africain.

Évoquant la fameuse serviette aperçue sur le banc, devenue le symbole d'un débat mêlant superstition, stratégie et tentative de déstabilisation, il a glissé avec un sourire : « C'est un objet qui a quelque chose... », suggérant que, dans certaines circonstances, des gestes apparemment anodins peuvent revêtir une portée psychologique significative.

Il a également estimé que toute tentative de retirer cet objet pouvait s'inscrire dans une logique de perturbation mentale. « Les gens en Europe ne comprennent pas toujours qu'il peut y avoir autre chose derrière », a-t-il souligné.

Interrogé sur une éventuelle dimension mystique — certains allant jusqu'à évoquer une forme de "bénédiction" — l'ancien sélectionneur a relativisé : « Ce sont des croyances. Chacun croit en ce qu'il veut. » Habitué aux atmosphères électriques du continent, Renard a rappelé avoir déjà été confronté à des situations similaires au cours de sa carrière, où la dimension psychologique joue un rôle central dans les grandes échéances.

La finale entre le Maroc et le Sénégal, déjà marquée par une forte tension sur et en dehors du terrain, a ainsi vu cet épisode s'ajouter aux controverses.

Par ses déclarations, Hervé Renard n'a pas cherché à clore le débat, mais plutôt à mettre en lumière la complexité culturelle et mentale qui entoure le football africain, bien au-delà des simples faits de jeu.

Ce que le jour Doit à la nuit

Yasmina Khadra

LIVRE
DE LA SEMAINE



Ramadan et technologie : un duo gagnant pour le suivi quotidien

Les montres intelligentes et autres appareils portables capables de surveiller l'état de santé des utilisateurs proposent des avantages variés et précieux durant le mois de Ramadan, particulièrement pour ceux qui présentent des conditions médicales spécifiques.



SANTÉ & BIEN ÊTRE

Ces dispositifs permettent, la plupart du temps, de suivre en continu certains indicateurs de santé tout au long des périodes de jeûne et d'éveil, sans devoir recourir systématiquement à des équipements médicaux professionnels. Cela dit, ils ne remplacent pas totalement ces derniers, notamment pour les situations à risque: ils offrent une vision globale utile pour aider l'utilisateur à décider rapidement de la conduite à tenir. Voici les principaux usages et bénéfices qui peuvent soutenir les personnes qui jeûnent pendant le Ramadan:

- Suivi direct de la pression artérielle et du rythme cardiaque

Certains souffrent d'hypertension, d'hypotension ou d'arythmies. Grâce aux fonctions de mesure de la tension (sur certains modèles) et de la fréquence cardiaque, l'utilisateur peut prendre connaissance de son état en temps réel et agir en conséquence. Des travaux publiés dans la revue de l'«Ayub Medical College» indiquent que le jeûne tend à abaisser la pression artérielle, ce que confirme un article de l'«Imperial College London». Il est donc important pour les personnes concernées de surveiller ces paramètres régulièrement à l'aide des fonctionnalités disponibles sur les montres et wearables.

- Vigilance face à l'hypoglycémie De manière générale, la FDA (agence américaine des médicaments) ne recommande pas de s'appuyer sur les montres et wearables pour mesurer et suivre la glycémie, comme rappelé dans un communiqué de janvier 2024. Néanmoins, ces appareils peuvent aider à détecter un risque potentiel d'hypoglycémie de façon indirecte, via la surveillance de la dépense calorique quotidienne. Si l'appareil montre que l'utilisateur brûle plus d'énergie qu'il ne pourra raisonnablement compenser, cela peut servir de signal d'alerte pour vérifier la glycémie avec un dispositif adapté.

- Fonctions spirituelles et pratiques

Au-delà de la santé, certains systèmes d'exploitation de montres permettent d'installer des applications utiles durant le Ramadan: lecture du Coran, direction de la qibla, alertes pour les horaires de prière et rappels d'adhkâr (invocations). Plusieurs modèles intègrent nativement des outils à vocation religieuse; par exemple, certaines montres Garmin proposent un module dédié à la qibla et aux horaires de prière.

- Tasbih et rappel discret

Les petits compteurs de tasbih numériques se sont popularisés ces dernières années. Les montres intelligentes peuvent reproduire cette fonction via des applications dédiées ou grâce à des modèles pensés pour un usage islamique. Sur Apple Watch, l'app «Tab Tsbi» offre un comptage simple et discret; sur les montres Android sous Wear OS, «Tasbih Counter Pro» propose des fonctions similaires. Les montres intelligentes et appareils portables constituent des alliés pratiques pour le jeûne : suivi de la tension et du rythme cardiaque, repérage d'un risque d'hypoglycémie par la dépense énergétique, outils spirituels (qibla, prières, Coran, tasbih).

رمضان كريم
By Lody



Paranormal

L'invisible : "Il y a ce que vous voyez...
et ce qui vous regarde depuis l'ombre."

@lodymaroc



Brèves Santé & Conso



Manger sain : jusqu'à 4 ans de vie en plus

En analysant les données de près de 100 000 participants issus de la UK Biobank, des chercheurs chinois ont évalué l'impact concret de l'alimentation sur la longévité.

Selon leurs calculs, adopter un régime de qualité à partir de 45 ans pourrait permettre de gagner entre 1,7 et 4,3 années de vie, selon le modèle alimentaire suivi. Les bénéfices les plus marqués sont observés avec le régime méditerranéen, le régime DASH ou encore le régime de réduction du risque de diabète.

Les céréales complètes, les fruits et les légumes apparaissent comme les aliments les plus associés à une espérance de vie prolongée.

Climat : le Maroc appelé à accélérer sa transition verte

Un diagnostic conjoint du Haut-Commissariat au Plan et de l'Organisation internationale du travail appelle le Maroc à accélérer sa transition vers une économie verte.

Les deux institutions recommandent l'élaboration d'une stratégie nationale intégrée pour les emplois verts afin de concilier croissance, emploi et cohésion sociale dans un contexte de chocs climatiques. Le rapport souligne la vulnérabilité de secteurs clés comme les services, le tourisme et le bâtiment, tout en mettant en avant leur potentiel de transformation durable.

Il préconise également le renforcement des compétences, de la protection sociale et de la résilience des chaînes d'approvisionnement.



Casques audio : des substances toxiques détectées

Une enquête du projet ToxFree LIFE for All révèle que 81 modèles de casques et écouteurs vendus en Europe contiennent des substances préoccupantes, dont du bisphénol A (BPA) et du bisphénol S (BPS).

Selon les données citées, 98 % des produits testés renferment du BPA, parfois à des niveaux supérieurs aux seuils indicatifs mentionnés par l'Agence européenne des produits chimiques. Plusieurs grandes marques apparaissent classées « rouge », sans pour autant que les produits soient interdits.

LA GEN Z PREND LE MIC!

La Gen Z crée ses émissions
& podcats à L'ODJ Média



RETROUVEZ NOS NOUVEAUX FORMATS SUR TOUTES NOS PLATEFORMES !



Brèves Santé & Conso



Micro-ondes : les vrais risques à éviter

Utilisé par la grande majorité des foyers, le four à micro-ondes suscite encore des interrogations. Pourtant, les ondes qu'il émet ne sont pas ionisantes et respectent des normes strictes, avec des niveaux de fuite largement inférieurs aux seuils autorisés.

Le principal risque ne vient donc pas du rayonnement, mais d'un mauvais usage, notamment le non-respect des puissances et durées indiquées sur les emballages, pouvant favoriser la migration de substances chimiques. Il est ainsi recommandé de suivre attentivement les consignes des fabricants.

Bien utilisé, le micro-ondes préserve même mieux les qualités nutritionnelles des aliments que d'autres modes de cuisson.

Myrtille : quels bienfaits pour la santé ?

Petite par la taille, la myrtille concentre pourtant des composés puissants, notamment des anthocyanes et des polyphénols. Des études publiées dans des revues scientifiques comme *The Lancet Global Health* ou *Nutrients* s'intéressent à ses effets potentiels sur la santé cardiovasculaire, les fonctions cognitives et le microbiote intestinal. Les résultats suggèrent des bénéfices intéressants, bien que variables selon les profils et encore à confirmer sur le long terme. Facile à intégrer au quotidien, fraîche ou surgelée, elle trouve naturellement sa place dans une alimentation équilibrée.



Cataracte : une personne aveugle sur deux sans accès à la chirurgie

Une nouvelle étude parue dans *The Lancet Global Health* révèle que près d'une personne sur deux souffrant de cécité due à la cataracte ne bénéficie pas d'une intervention chirurgicale.

Cette pathologie, qui touche plus de 94 millions de personnes dans le monde, peut pourtant être traitée par une opération simple et rapide, parmi les plus rentables en santé publique.

Malgré une amélioration de la couverture chirurgicale ces vingt dernières années, la progression reste insuffisante pour atteindre les objectifs fixés par l'Organisation mondiale de la Santé d'ici 2030.

رمضان كريم
By Lody



FINI
LE RÉCHAUFFÉ
ET LES RIRES
FORCÉS

Place à l'émotion vraie et au frisson

@lodymaroc



Et si vos draps ruinaient votre sommeil sans que vous le sachiez ?

Vous pensez dormir sur un nuage en glissant sous vos draps ?

Attention, votre literie pourrait être un véritable nid à microbes et acariens !

Voici comment reprendre le contrôle de vos nuits.



SANTÉ & BIEN ÊTRE

Ce qui se cache vraiment sous votre couette

On l'oublie souvent, mais dormir dans des draps un peu trop longtemps, c'est comme inviter des millions de bactéries et acariens à la soirée.

Même propre à l'œil nu, un drap accumule la transpiration, les peaux mortes et les résidus de produits cosmétiques. Au bout de deux semaines, c'est plus de 3 millions de bactéries par centimètre carré

Oui, vous avez bien lu : votre lit peut devenir plus « sale » que votre téléphone ou votre télécommande ! Résultat : nez bouché au réveil, gorge qui gratte, yeux larmoyants... et une peau qui se rebelle.

Les conséquences insoupçonnées sur votre corps

Laissez vos draps s'entasser et vous verrez vite les effets. Les acariens se multiplient et leurs déjections provoquent des réactions allergiques invisibles mais bien réelles.

Pour la peau, la taie d'oreiller devient un masque occlusif : pores bouchés, points noirs et acné mécanique. Même vos soins du visage les plus chers n'y feront rien si vous dormez dans un terrain fertile pour bactéries et impuretés.

Au Maroc, où la poussière et la pollution s'invitent souvent dans nos appartements, l'enjeu est encore plus grand.

La routine magique pour des nuits saines

Pas de panique, il suffit de quelques gestes simples pour transformer votre lit en sanctuaire du sommeil :

Changer vos draps chaque semaine pour éliminer les bactéries avant qu'elles ne deviennent un problème.

Adapter la fréquence en été ou si vous transpirez beaucoup : tous les 4 à 5 jours, c'est l'idéal.

Laver à 60°C minimum pour éradiquer acariens et microbes. Si vous êtes allergique, ajoutez une lessive hypoallergénique ou un peu de vinaigre blanc pour adoucir le linge.

Résultat : des nuits plus profondes, un réveil frais, et une peau qui respire enfin.

Et bonne nouvelle : ces gestes simples demandent peu de temps et d'énergie, mais rapportent gros en confort et santé.

LODJ



WEB RADIO

By Lodj

R212

La web
Radio
des
marocains
du monde



@lodjmaroc



WWW.LODJ.MA

INDUSTRIE AUTOMOBILE – VOLKSWAGEN ENVISAGE UN RECENTRAGE VERS LE MAROC FACE AUX LIMITES DU MODÈLE SUD-AFRICAIN

By Lodi

Auto
Auto
Auto

Volkswagen étudie de près une réorientation partielle de ses capacités industrielles hors d'Afrique du Sud, avec le Maroc parmi les destinations privilégiées. Cette réflexion s'inscrit dans un contexte de fragilisation de l'écosystème sud-africain, affecté par des volumes insuffisants, un marché intérieur en repli et une transition énergétique insuffisamment anticipée.



Lors du Volkswagen Indaba début février, Martina Biene, directrice générale de Volkswagen Group Africa, a dressé un état des lieux sans détour. La production sud-africaine plafonne autour de 610 000 véhicules par an, loin de l'objectif d'un million fixé par le plan directeur national. Cette cadence, qui place le pays au 23e rang mondial, ne permet pas d'atteindre la masse critique nécessaire pour pérenniser les investissements et maintenir la compétitivité de la supply chain locale.

La demande intérieure, en net affaiblissement, accentue cette vulnérabilité. Alors qu'au milieu des années 2000 plus de la moitié des véhicules vendus en Afrique du Sud étaient assemblés localement,

cette part ne représente plus aujourd'hui qu'environ un tiers, les importations s'imposant désormais. Ce basculement érode l'efficacité des incitations publiques et fragilise l'ancrage industriel.

S'ajoute à cela une forte dépendance à l'Europe, qui capte près de 76 % des exportations de Volkswagen depuis l'Afrique du Sud. L'accélération de l'électrification sur le Vieux Continent, conjuguée à une préparation jugée insuffisante des sites sud-africains, fait peser un risque croissant sur ces débouchés. Les premières pénalités liées aux émissions de CO2 se traduisent déjà par des baisses de commandes, révélant les limites d'un modèle centré sur les motorisations thermiques dans un cadre réglementaire en mutation rapide.

LIVRE LA SUITE

MOHAMED AIT
BELLACHEN

**IL
NOUS A
QUITTÉS**

Numéro
118

**GREY'S ANATOMY : DÉCÈS
DE LA STAR ERIC DANE À
L'ÂGE DE 53 ANS.**



By Lody



IWEEK LE GÉANT DE L'ACTU

L'essentiel du Maroc et du monde

www.pressplus.ma

